

LISTE DES ABREVIATIONS

AFDI :	Agriculteurs français et Développement international
CECAM :	Caisse d'Epargne et de Crédits Agricoles Mutuels
CICRED :	Comité International de Coopération dans les Recherches Nationales en Démographie
CIRAD :	Comité International de Recherche Agricole pour le Développement
EPM :	Enquêtes auprès des Ménages
FIDA :	Fonds International pour le Développement Agricole
FOFIFA:	FOibeFIkarohanamombanyFAmbolena
FIFAMANOR:	FIompinaFAmbolenaMadagasikaraNORveziana
INSTAT:	Institut National des Statistiques
LPSA :	Lettre de Politique de Sécurité Alimentaire
MAEP:	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
ONG :	Organisations Non Gouvernementales
OTIV :	OmboTahiryIfampisamborana Vola
PAM :	Programme Alimentaire Mondial
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PIB :	Produit Intérieur Brut
PTF :	Partenaires Techniques et Financiers
SRA :	Système de Riziculture Amélioré
SRI :	Système de Riziculture Intensive
UE :	Union Européenne

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Partie I: Le lien entre la pauvreté rurale et l'état des lieux de la filière riz à Madagascar

Chapitre I : La pauvreté rurale à Madagascar

Section 1: Les concepts de pauvreté et de sous-développement

Section 2 : La pauvreté rurale et ses caractéristiques

Section 3 : Les approches théoriques sur les caractéristiques de la pauvreté rurale

Chapitre II: L'état des lieux de la filière riz à Madagascar

Section 1 : Le marché de riz à Madagascar

Section 2: Le mécanisme du marché de riz et les divers intervenants dans la filière Riz

Section 3 : Les contraintes au développement de la Riziculture

Partie II: La promotion de la filière riz pour surmonter la pauvreté rurale

Chapitre I : Techniques et recommandations pour promouvoir la filière riz

Section 1: Les techniques pour augmenter la production

Section 2 : Les moyens pour faciliter la commercialisation du riz

Section 3 : Les stratégies déployées pour promouvoir la filière Riz

Chapitre II: Analyse des enjeux de la promotion de la filière riz dans le développement

Section 1 : Impacts de la promotion de la filière riz dans la lutte contre l'insécurité alimentaire

Section 2 : Impacts de la promotion de la filière riz dans la lutte contre la pauvreté rurale

Section 3 : Enjeux de la promotion de la filière riz sur l'économie générale

CONCLUSION

INTRODUCTION

Madagascar est un pays à vocation agricole. En effet, plus de 80%¹ de la population Malagasy vivent de l'exploitation agricole et près des 30% du PIB² de Madagascar est contribué par la valeur ajoutée du secteur agricole. Elle affiche non seulement une vocation agricole mais ses nombreuses terres fertiles demeurent sous exploitées ou inexploitées. Ce potentiel agricole constitue un point fort de l'économie malgache. Malheureusement, la pauvreté reste préoccupante: près de 2/3 de la population vivent au-dessous de la pauvreté, un habitant sur deux est en situation d'insécurité alimentaire et l'agriculture, secteur vital, demeure au stade traditionnel. A cause de la négligence de l'agriculture, la production agricole ne suffit plus à couvrir les besoins alimentaires croissants de la population locale. Ainsi, Madagascar, longtemps passé pour un grenier de l'Afrique, devient un grand importateur de produits agricoles dont le Riz constitue une part importante et croissante de l'importation, passant de 40700 tonnes en 2009 à 115400 tonnes en 2012.

Le Riz est pourtant une denrée alimentaire stratégique à Madagascar. En effet, premièrement, le riz est l'aliment de base de la population Malgache. La légende sur l'origine du riz s'est ancrée dans la culture et dans les rapports sociaux des Malgaches. Ainsi, la consommation de riz, trois fois par jour, est importante et sa culture est impérative. Deuxièmement, la production rizicole joue un rôle important dans l'économie. En fait, la valeur ajoutée de la production rizicole constitue près de 12% du PIB² de Madagascar et on a recensé actuellement deux millions riziculteurs soient 90% de la population paysanne. Troisièmement, cette céréale joue un rôle déterminant dans la stabilité politique. En effet, les crises de riz de 1980 et de 2004 ont failli succomber le pouvoir en place à la suite des émeutes. Ainsi, tout gouvernement en place essaie toujours de mener une politique pour éviter la pénurie de riz et la hausse spectaculaire du prix du riz sur le marché.

¹ Enquête Périodique auprès des Ménages 2010, Rapport principal.

² Etude FAO/UPDR filière riz à Madagascar, page 7.

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Les besoins en céréales y compris le riz augmenteraient d'un ordre de 5,14 en Afrique³. Cette augmentation tient compte la croissance démographique, les évolutions à venir des pyramides des âges, le régime alimentaire en fonction de la localisation urbaine ou rurale et enfin les évolutions de la demande alimentaire en fonction des revenus. Cette prévision présente à la fois une opportunité et une menace pour Madagascar. Elle présente une opportunité car la taille du marché de céréales sera quintuplée ce qui offre un avantage économique pour les opérateurs économiques; une menace car la riziculture, comme l'agriculture, est encore primitive et non mécanisée ce qui ne permet pas d'augmenter rapidement la production de riz pour faire face à ces besoins alimentaires énormes.

La promotion de la filière Riz, comme étant la denrée alimentaire stratégique, s'avère ainsi nécessaire et primordiale pour couvrir ces besoins d'ici 2050 à Madagascar. Des réformes doivent s'opérer tant au niveau de la production qu'au niveau de la commercialisation du riz. Nous cherchons alors à comprendre les enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement de Madagascar. Autrement dit, nous cherchons à savoir si la promotion de la filière Riz permet à la fois d'assurer la sécurité alimentaire et de surmonter la pauvreté rurale.

Pour mieux comprendre cette problématique, nous allons emprunter la démarche suivante. Premièrement, nous allons examiner et confronter les approches théoriques sur les indicateurs de la pauvreté rurale et les réalités publiées sur la pauvreté rurale à Madagascar. Deuxièmement, nous allons contacter des techniciens au niveau du Ministère de l'Agriculture pour discuter sur les problèmes de la filière Rizet sur les solutions théoriques et pratiques à la riziculture tout en demandant des données disponibles. Troisièmement, à l'aide des informations obtenues auprès de ces techniciens, nous allons avancerdestechniques et des recommandations pour la promotion de la filière rizicole à Madagascar. Enfin, à l'aide des connaissances économiques, nous allons analyser les enjeux de cette promotion de la filière riz sur la sécurité alimentaire, sur lapauvreté rurale et sur les agrégats macroéconomiques.

³ Projections de Philippe Collomb, ancien directeur du CICRED, dans « Nourrir la planète »

PARTIE I : LE LIEN ENTRE LA PAUVRETE RURALE ET L'ETAT DE LIEUX DE LA FILIERE RIZ A MADAGASCAR

CHAPITRE I : PAUVRETE RURALE A MADAGASCAR

Près de troisquartsde la population malgache vivent au-dessous de la pauvreté dont 82,5% vivent dans les zones rurales⁴. Si nous voulons donc résorber la pauvreté à Madagascar, il faut d'abord surmonter la pauvreté rurale tout en cherchant à bien comprendre ce concept. Avant de parler effectivement de la pauvreté rurale, il est nécessaire de démystifier les concepts de pauvreté et de sous-développement.

Section 1: Les concepts de pauvreté et de sous-développement

Ces deux concepts sont souvent confondus dans le langage quotidien. On a toujours tenté d'égaliser la pauvreté au sous-développement. Certes, ils ont des points communs mais il y a quelques nuances sur leur conception. La pauvreté se réfère généralement par rapport à l'individu et à son état mais le sous-développement par rapport à l'économie d'un pays.

1) Le concept de Pauvreté

a) Définition et caractéristiques de la pauvreté

Généralement, « la pauvreté est l'état de de profond dénuement ou le manque aigu de bien-être »⁵. Les pauvres entendent par **dénuement** toutes sortes de privations. Etre pauvre, c'est avoir faim, ne pas avoir un toit ni de vêtements décents, être illettré et sans instruction, être exposés à des évènements extérieurs indépendants à leur volonté et qui échappent leur contrôle, être maltraité par les institutions de l'Etat et par la société, ne pas avoir des moyens ni de se faire entendre par ces institutions ni d'exercer une influence quelconque sur ses décisions. Ils définissent de l'autre côté le **bien-être** comme ne pas avoir de soucis d'argent tous les jours, ne pas connaître l'angoisse, ne pas subir des coups durs.

Quelques caractéristiques de la pauvreté, confirmant les dimensions citées ci-dessus, ont été tirées d'une enquête menée par la Banque mondiale dans divers pays en 2000. D'abord, les pauvres citent le manque de nourriture, de logement et de vêtement. La cause de cette privation matérielle réside dans la faiblesse de leur pouvoir d'achat ou bien au manque d'argent.

⁴ INSTAT: « Enquête Périodique auprès des Ménages ou EPM 2010 », Rapport principal

⁵ Banque Mondiale: « Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001: Combattre la pauvreté », page 19.

Ensuite, ils se sentent exposés au risque de maladie. La maladie empêche le père de famille de travailler et de gagner de l'argent pour nourrir toute la famille. La criminalité et la violence sont aussi des aspects de la pauvreté souvent cités par les pauvres. Enfin, deux aspects sociaux de la pauvreté ont été récemment décelés: le sentiment d'exclusion et le sentiment de ne pas s'épanouir.

Toutes ces formes de privations limitent ce qu'Amartya Sen décrit comme les « capacités dont disposent un individu, c'est-à-dire les libertés fondamentales qui lui permettent de mener le genre d'existence auquel il aspire »⁶. En somme, nous définissons la pauvreté comme l'incapacité de jouir des libertés d'actions et de choix de mener le genre de vie aspiré.

b) Indicateurs de la pauvreté selon la Banque Mondiale

Plusieurs indicateurs de la pauvreté sont disponibles de nos jours mais prenons les indicateurs fréquemment utilisés par la Banque Mondiale et le PNUD. Ces indicateurs servent à mesurer la pauvreté dans un pays donné dans ses multiples dimensions, puis de le classer dans le temps et dans l'espace. L'IDH et l'IPH sont deux principaux indicateurs pour mesurer la pauvreté en mettant l'accent à la fois sur la dimension monétaire et non monétaire.

✓ IDH (Indicateur de Développement Humain)⁷

Trois facteurs sont à considérer pour calculer l'IDH d'un pays donné à savoir:

1. L'indice du PIB par tête
2. L'indice de l'espérance de vie à la naissance
3. L'indice de niveau d'instruction

Plus on s'approche de 1, plus on est développé et plus on s'approche de 0 plus on est sous-développé. Le niveau d'IDH de Madagascar est évalué à 0,571 en 2008 dont le PIB par tête calculé en parité de pouvoir d'achat est de 1 450\$ PPA, soit 470\$; le taux brut de scolarité calculé pour tous les niveaux scolaires confondus se situe à 74% et l'espérance de vie à la

⁶ Banque Mondiale: « Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001: Combattre la pauvreté », page 19.

⁷ PNUD: « Rapport National sur le Développement Humain 2010 ».

naissance de la population varie autour de 56,2 ans. Ainsi, Madagascar se situe dans un niveau moyen développement humain.

✓ **IPH (Indice de la Pauvreté Humaine)**

Ici, trois aspects essentiels de la vie sont aussi considérés pour calculer cet indice à savoir:

1. La longévité, mesurée par le pourcentage des personnes qui risquent de décéder avant l'âge de 40 ans.
2. L'instruction, mesurée par le pourcentage des personnes adultes analphabètes
3. Les conditions de vie décente, mesurées par la moyenne arithmétique du pourcentage des individus privés d'eau potable, du pourcentage des personnes privées d'accès aux services de santé et du pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant de la malnutrition.

Si telle est la compréhension et la dimension de la pauvreté, nous allons chercher à comprendre le concept de sous-développement.

2) Le concept de sous-développement

a) Définition et caractéristiques du sous-développement

Le sous-développement est un phénomène qui marque le plus les pays du Tiers Monde. En 1970, Albertini annonce que : « le sous-développement est le plus important problème de notre temps »⁸. A cette époque, il a déjà prévu que le nombre de pauvres allait s'accroître avec une rapidité extraordinaire. Et voilà, Madagascar se trouve encore dans le sous-développement et la population malgache s'appauvrit de temps en temps. Mais, qu'on entend par sous-développement ? Deux approches dominent les théories du sous-développement⁹ : l'approche libérale qui analyse le sous-développement comme un retard de développement et l'approche en termes de dépendance qui l'analyse comme une conséquence de la domination des pays industrialisés.

⁸ Albertini J.-M. : « Les mécanismes du sous-développement », page 11.

⁹ Bremond J. et Gélédan A. : « Dictionnaire des théories et mécanismes économiques », page 404.

✓ **L'approche libérale du développement linéaire**

Selon cette approche, il y a différents stades de développement et tous les pays se trouvent sur un stade. Le sous-développement étant le stade initial ou stade de départ. Aucun pays ne peut se trouver sur un stade de développement sans avoir passé ce stade initial. L'ensemble des pays en voie de développement doivent suivre des étapes nécessaires, étapes parcourues par les pays développés, pour atteindre le niveau de développement.

Professeur Rostow présente les cinq étapes du développement ¹⁰: la société traditionnelle déterminée par des fonctions de production limitées et fondées sur la science et la technologie primitives, les conditions préalables du démarrage, le démarrage ou « take-off », la marche vers la maturité et l'ère de consommation de masse. Dans cette succession d'étapes, le démarrage est une ligne de faite à franchir où la société finit par renverser les obstacles et les barrages qui s'opposaient à sa croissance régulière et où le taux d'investissement franchira la barre de 10%. Selon le Professeur Rostow, le sous-développement est un simple retard de développement, une économie qui n'arrive pas encore au stade de décollage.

✓ **L'approche en termes de dépendance**

Ce courant avance que le sous-développement est largement le résultat des effets de domination. En effet, la seule présence des économies fortement industrialisées obligent les pays dits « sous-développés » à adopter des techniques extrêmement coûteuses en capital s'ils veulent être compétitifs sur le marché mondial. De plus, les firmes multinationales qui peuvent s'y implanter orientent la production en fonction de la logique mondiale, maximiser les profits et minimiser les coûts (tels que la main d'œuvre), et non en fonction du développement national des pays du Tiers monde.

b) Critères communs du sous-développement selon Lebreton¹¹

Tous les auteurs ou organismes traitant le sous-développement avancent chacun des critères du sous-développement. Ils ne s'entendent pas sur ces critères et sur les meilleurs

¹⁰Rostow W.W. : « Les étapes de la croissance économique », page 12-24.

¹¹ Lebreton L.-J. : « Dynamique concrète du développement », chapitre 2

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

indicateurs pour chacun de ces critères. Lebret dégage les critères communs du sous-développement avec quelques caractéristiques:

1. Faiblesse du revenu national par habitant

C'est un critère synthétique fonction des neuf autres critères acceptés comme fondamentaux. Le revenu national est dit faible s'il est au-dessous du seuil de la pauvreté, 1\$ par jour soit 360\$ par an par tête.

2. Sous-alimentation d'une partie importante de la population

Elle est caractérisée par la faiblesse de la consommation et des apports caloriques due à la faiblesse du revenu, et par conséquent, l'ampleur des maladies de massetelle que la carence alimentaire, la diarrhée, le paludisme, etc.

3. Agriculture arriérée

Elle est caractérisée par le faible niveau de production agricole du fait qu'elle est primitive, routinière et non mécanisée. « Elle est la cause plus déterminante de la sous-alimentation »

4. Faible densité d'infrastructures

La densité d'infrastructures peut être déterminée par le nombre de kilomètres et l'état des routes et des rails, par la capacité de production d'énergie électrique par habitant, par le trafic des ports fluviaux et maritimes. Elle joue un rôle important dans l'amélioration de l'agriculture, dans l'implantation des industries ou dans l'extension du marché.

5. Faible industrialisation

Elle est déterminée par le rapport de la population active industrielle à la population active totale, par l'insuffisance des industries extractives et industries de base. Les pays sous-développés sont marqués par la présence massive des industries de transformation en vue de l'exportation. Le taux d'industrialisation est un critère décisif du développement.

6. Analphabétisation

Elle est caractérisée par un taux d'alphabétisation faible. Plusieurs autres indicateurs sont utiles pour apprécier ce critère: la durée de fréquentation scolaire, nombre de places par classes, taux d'assiduité pendant l'année scolaire, taux d'achèvement du cycle primaire.

7. Absence ou insuffisance de cadres scientifiques et de techniciens

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

- 8. Large prédominance du secteur agricole et de la population rurale, chômage déguisé important*
- 9. Faible capacité financière, taux d'épargne et d'investissement peu élevé, faible niveau de capital*
- 10. Haute fécondité ou faible restriction des naissances*

Section 2 : La pauvreté rurale et ses caractéristiques

En 2010, Madagascar compte 20 713 819 habitants selon les statistiques de la Banque Mondiale¹². 70% de cette population, soit près de 14 458 000 habitants, vivent dans les zones rurales. Selon encore la Banque Mondiale, 10 626 000 ruraux, soient les 74% de la population rurale, sont pauvres c'est-à-dire se trouvent dans un état de dénuement. C'est la pauvreté rurale. Ce taux de pauvreté s'élève à 52% de la population dans les zones urbaines. Une des symptômes les plus alarmants de cette pauvreté rurale est la faiblesse du niveau de revenu. En fait, la pratique de l'agriculture procure un revenu de Ar 910 000 par an par ménage soit 1\$ par jour par ménage selon l'enquête de l'INSTAT en 2010¹³. La taille d'un ménage malgache se tourne autour de 5 membres en moyenne. On constate ainsi que les 74 % des ménages ruraux vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. Pour pouvoir réduire la pauvreté rurale, il nous faut comprendre ses causes.

1) Les causes de la pauvreté rurale

Les facteurs explicatifs de la pauvreté rurale sont complexes et multiples. Ils peuvent être liés à la culture, au climat, aux marchés et à l'action des pouvoirs publics. Ces facteurs sont à la fois causes et caractéristiques de la pauvreté du fait qu'elles se renforcent.

✓ Faiblesse des revenus des paysans

L'agriculture est le secteur vital de la population rurale, plus de 80% de la population vivent directement de l'exploitation agricole. Ainsi, étudier la pauvreté rurale nous amène à analyser la pauvreté paysanne. Les revenus gagnés par la population paysanne de l'agriculture s'avèrent insuffisants, Ar 910 000 par an par ménage. Les facteurs de cette faiblesse des revenus résident dans la faiblesse de la productivité et des cours mondiaux des produits alimentaires. La faiblesse de la productivité ne permet pas aux paysans de vendre une quantité suffisante de produits. De plus, ils n'ont pas pu vendre à un prix élevé le peu qu'ils ont produits. En effet, la hausse de la production agricole des pays développés font baisser les prix des produits alimentaires. Cette baisse des prix des produits ne bénéficie pas les paysans pauvres du fait qu'elle diminue leur revenu déjà médiocre.

¹² file:///G:/Rural%20poverty%20in%20Madagascar.htm

¹³ INSTAT, EPM 2010, Rapport principal.

✓ **Manque d'opportunités**

En sus de la faiblesse des revenus, les paysans ruraux ne profitent guère d'opportunités de gagner davantage des revenus. En fait, l'environnement national leur est défavorable: insuffisance voire baisse de l'investissement dans l'agriculture, inadaptation des politiques agricoles, présence des marchés limités et non concurrentiels dominés par les grands exploitants ou par les collecteurs, insuffisance voire inexistence des infrastructures rurales essentielles à l'agriculture et à la vie quotidienne, inadéquation des services productifs et financiers.¹⁴

D'ailleurs, les paysans ne profitent pas du fruit de la croissance économique, ils sont souvent délaissés ou négligés par les pouvoirs politiques. Cette négligence s'est aperçue dans la mauvaise distribution de l'offre locale de débouchés, d'infrastructures et d'institutions d'appui au profit des opérateurs économiques déjà riches (le crédit de récolte est souvent octroyé aux collecteurs ayant des garanties, l'Etat ne subventionne pas les paysans pour compenser la baisse des cours mondiaux comme le cas de la politique agricole commune en Europe).

✓ **Manque de facteurs de production**

Pour pouvoir participer et devenir plus compétitifs tant sur les marchés locaux que sur les marchés mondiaux, les paysans devant croître leur production agricole. En fait, si la production agricole écoulee sur les marchés est importante, ils peuvent jouer sur la quantité pour gagner des revenus élevés. Malheureusement, ils rencontrent là des problèmes majeurs: les ressources limitées sur laquelle repose l'agriculture, en particulier la terre et l'eau, se dégradent progressivement à la suite du changement climatique ou de la surexploitation de ces ressources. Ils ne disposent nides moyens de production (équipements, terres, semences sélectionnées) nécessaires à l'accroissement du niveau de celle-ci ni des moyens financiers importants pour s'en procurer. De plus, le faible niveau d'instruction et de qualification ainsi que les désavantages enracinés dans les inégalités sociales et politiques accentuent leur incapacité à produire avec un rendement élevé même s'ils disposent ces moyens modernes et plus performants. Les ruraux n'arrivent donc pas à augmenter leur production grâce à leur propre capacité.

¹⁴ FIDA: « Rapport sur la pauvreté rurale 2011 »

✓ **Vulnérabilité face aux chocs extérieurs**

Enfin, la pauvreté rurale peut s'expliquer par la vulnérabilité de la population face aux chocs tels que la maladie, les mauvaises récoltes, les dépenses sociales excessives (exhumation par exemple), les catastrophes. Le passage d'un choc oblige les pauvres à recourir à des stratégies de survie telles que l'endettement, la vente des moyens de production (l'outillage, les semences, le stock de céréales), la suppression de l'éducation des enfants... Ces stratégies de survie renforcent leur vulnérabilité face aux chocs futurs. Bref, les ruraux pauvres vivent dans un contexte de risque plus âpre et dans un cercle vicieux de la pauvreté.

2) Les conséquences de la pauvreté rurale

✓ **La sous-alimentation**

La sous-alimentation est la conséquence la plus criante de la pauvreté rurale. La sous-alimentation ou sous-nutrition se définit comme un état de manque important de nourriture caractérisé par un apport alimentaire insuffisant pour combler les dépenses énergétiques journalières d'un individu et entraînant des carences nutritionnelles. En principe, un individu souffre de la sous-alimentation quand il n'accède pas un panier alimentaire minimal fournissant 2133 calories par jour évalué à Ar 328 162 par an selon l'INSTAT¹⁵. 62% de la population rurale souffrent de la sous-alimentation contre 34% de la population urbaine, expliquant les 11 millions de sous alimentés à Madagascar. On dit aussi que les habitants souffrant de la sous-alimentation vivent dans une extrême de pauvreté.

Dans la vie quotidienne, la sous-alimentation est expliquée par une double inaccessibilité : inaccessibilité économique et inaccessibilité physique ou géographique. Soit la population perd l'accès aux denrées alimentaires du fait que les prix de celles-ci se sont flambés tandis qu'elles sont disponibles. Soit elle n'accède pas à la nourriture du fait que ces produits alimentaires ne sont pas disponibles sur le marché. La médiocrité de l'agriculture explique les origines de cette double inaccessibilité. En effet, « le faible niveau de la production agricole est évidemment l'un des critères les plus importants du sous-développement et la cause normale la plus déterminante de la sous-alimentation » selon Lebret. Le faible niveau de l'agriculture ne permet aux paysans de

¹⁵INSTAT, EPM 2010, Rapport principal.

gagner des revenus suffisants pour assurer à la fois son alimentation et les dépenses agricoles de la prochaine saison. Ainsi, ces paysans n'ont pas accès à la nourriture et les dépenses agricoles futures se voient diminuées. Par conséquent, la production de la prochaine saison se voit aussi diminuée car selon Condorcet « plus les avances productives diminuent plus la production diminue » et ce phénomène continue jusqu'à ce que ces denrées alimentaire ne soient plus produites s'il n'y a pas des mesures prises par l'Etat. Il se peut que ces denrées soient toujours produites mais elles ne seront pas disponibles sur le marché pendant la période de soudure. Reprenons la citation du philosophe grec dans l'introduction: « L'agriculture est la mère de tous les arts, lorsqu'elle est bien conduite, tous les autres arts prospèrent; mais lorsqu'elle est négligée, tous les autres arts déclinent, sur terre comme sur la mer ». Ayant négligé l'agriculture, un habitant sur deux souffre de la sous-alimentation à Madagascar et 74% de la population rurale deviennent pauvres.

✓ **L'exode rural**

L'exode rural constitue une conséquence frappante de la pauvreté rurale. Appauvris, sous-alimentés et exploitant un milieu dégradé, les paysans affaiblis se rapprochèrent dangereusement du seuil de survie. Etant donné que les revenus de la récolte sont insuffisants, ils sont contraints à s'endetter pour trouver de quoi manger durant pendant les périodes de soudure. N'ayant pas la capacité de remboursement, ils sont contraints d'envoyer un ou quelques membres de la famille à la recherche d'emplois extérieurs (femmes de ménage, gardien) ce qui affaiblit davantage leur capacité de production.

Si les revenus des emplois extérieurs ne suffisent pas encore pour assurer la survie de la famille, celle-ci n'a d'autre issue que de se déplacer vers les villes. C'est le phénomène d'exode rural: déplacement de la population des campagnes vers les villes. Malheureusement, les activités en ville ne leur offrent que peu d'opportunités: les industries et les services exigent des mains d'œuvre plus ou moins qualifiées ce qui exclut les paysans non instruits. Ils renforcent les rangs des sans-abri et la formation des emplois dans le secteur informel. La pauvreté rurale, qui provoque l'exode rural, ne peut que déboucher sur le chômage et sur une pauvreté urbaine. Elle entraîne même l'hypertrophie des villes (les villes d'Antananarivo et d'Antsirabe par exemple).

Section 3 : Les approches théoriques sur les caractéristiques de la pauvreté rurale

1) Approches théoriques expliquant la médiocrité de l'agriculture

En tirant des causes de la pauvreté rurale, la médiocrité de l'agriculture constitue l'origine de tout le mal. L'agriculture est ici qualifiée médiocre en ce sens qu'elle est arriérée et que la production est faible. La faiblesse de la production conjuguée avec la faiblesse des cours mondiaux des céréales n'offrent aux paysans qu'un revenu tellement insuffisant. Nous allons chercher alors les approches théoriques qui peuvent expliquer cette médiocrité de l'agriculture. Avant d'expliquer théoriquement la cause de la médiocrité de l'agriculture selon Albertini, parlons d'abord de la caractéristique de la structure essentielle de l'économie sous-développée: le « dualisme ».

✓ **Le dualisme des économies sous-développées selon Bastianetto¹⁶**

Le dualisme caractérise les économies où coexistent deux secteurs distincts, nettement séparés l'un de l'autre: le système moderne et le système traditionnel. D'un autre style, le dualisme est l'opposition entre un système social importé et un système social indigène. Pr. F. Perroux¹⁷ apporte plus de précisions, le dualisme caractérise une économie « désarticulée » où coexistent un secteur moderne capitalistique et un secteur traditionnel pré capitalistique. Enfin, le dualisme est conçu par Pr. Eckaus¹⁸ comme une coexistence au sein d'une même économie, de deux secteurs de production: d'une part, un secteur dit « industriel » (plantations, raffineries, mines, industries) hautement capitalistique à productivité élevée et à forte croissance ; d'autre part, un secteur dit « rural » employant peu de capital, faiblement productif et stagnant. Ce dualisme apparaît avec l'introduction d'un secteur moderne dans un milieu traditionnel soit par le colonialisme (dualisme colonial) soit par un ou des groupes d'élites autochtones (dualisme autochtone). L'analyse de ces définitions nous fait comprendre qu'on introduit à Madagascar, qui est initialement traditionnel, des secteurs modernes depuis la colonisation. Le milieu rural, longtemps marginalisé, reste une société traditionnelle. Cela ne suppose pas pourtant que le milieu urbain devient entièrement une société moderne.

¹⁶Bastianetto Raoul: « Essai sur le démarrage des pays sous-développés », page 67-96.

¹⁷ François Perroux: « Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement: économie désarticulée, coût de l'homme, développement induit »

¹⁸Eckaus R.S.: "The factor proportions problem in underdeveloped areas"

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Quelques points différencient le secteur traditionnel du secteur moderne. Au niveau de la fonction de production, la société traditionnelle se caractérise par des techniques de production (y incluses les instruments, les méthodes et l'organisation sociale de production) d'une part rudimentaires et d'autre part peu progressives que l'on appelle aussi des techniques fondées sur la technologie « prénewtonienne » d'après le Pr. Rostow. La société traditionnelle connaît ainsi une médiocre stabilité du produit social. Elle peut accroître sa production en élargissant les terres cultivables mais elle n'atteint pas le niveau maximum de rendement potentiel en raison de la simplicité des techniques. Au niveau de la consommation, la société traditionnelle est caractérisée par une économie de subsistance ou d'autoconsommation où la majeure partie de la population travaille pour satisfaire directement ses besoins en denrées alimentaires et en biens usuels manufacturés. En d'autres termes, le produit social n'a pas pour destination principale l'échange mais l'autoconsommation et la couverture des besoins du groupe. Les besoins, individuels et sociaux, de la société traditionnelle sont quantitativement et qualitativement limités et l'attitude à l'égard du monde extérieur matériel est encore « prénewtonienne ».

Pourtant, ce n'est pas effectivement le fait que le milieu rural soit une société traditionnelle qui rend l'agriculture médiocre c'est plutôt la désarticulation du monde agricole.

✓ **La désarticulation du monde agricole selon Albertini¹⁹**

Le premier but de l'agriculture, selon lui, est de nourrir convenablement les agriculteurs. Or, dans de nombreux pays du Tiers Monde, y compris Madagascar, elle ne remplit pas ce rôle. En effet, dans une économie sous-développée, on considère l'agriculture comme un mode de vie de la part des familles paysannes et comme un mode de domination de la part des hommes d'affaires. Ces deux considérations constituent tous deux des obstacles au développement économique particulièrement au milieu rural:

❖ Quant à la première considération, le mode de vie rural n'est pas adapté aux besoins nouveaux induits par la croissance démographique. En fait, l'agriculture à Madagascar comme dans tant d'autres pays sous-développés est un héritage ou bien le résultat d'une évolution technique et culturelle. Les pratiques religieuses, les conceptions du monde, la hiérarchie des

¹⁹Lebret L.-J : « Les mécanismes du sous-développement », chapitre premier.

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

valeurs conditionnent l'utilisation des techniques. Ainsi, dans quelques régions très ancrées dans la tradition, la population rurale ne pratique pas les formes modernes d'exploitation même si elles sont plus productives. Ces techniques modernes remettent en cause son système culturel. Le système de riziculture intensive ou SRI peut en servir d'exemple. La plupart des agriculteurs préfèrent encore la pratique de la culture sur brûlis car c'est une coutume. Ce mode de vie traditionnel est désadapté de plus parce qu'il s'oppose à l'économie progressive d'échange.

L'économie progressive d'échange suppose que le prix de vente des produits agricoles soit supérieur au prix de revient des facteurs de production (rente foncière, rémunération des mains d'œuvre, rémunération du capital) à travers les échanges. Le surplus monétaire qui en résultera se répartit en consommation et en investissement. Ce dernier constitue la majeure partie des bénéfices afin d'accroître davantage la croissance, finalité de l'économie. Cette économie caractérise le secteur moderne, surtout dans les pays industrialisés mais elle n'est rarement pratiquée dans un secteur traditionnel. En effet, son économie était organisée en vue de la simple survie de la famille et la majeure partie du revenu de la vente du reste de la production sera utilisée dans la consommation ou dans les dépenses sociales.

❖ Quant à la deuxième considération, le mode de domination pèse sur l'agriculture et sur les paysans. Trois types de domination peuvent être aperçus.

Premièrement, la **domination par des grands propriétaires**. A Madagascar, ces grands propriétaires peuvent être les propriétaires privés ou l'Etat. Les grands propriétaires privés adoptant des cultures extensives rejettent l'agriculture vivrière sur quelques fragments de terres pauvres et fatigués ce qui explique en outre la faiblesse du rendement de la production agricole. L'Etat, quant à lui, laisse les terres cultivables inexploitées. Les problèmes fonciers à Madagascar ne permettent pas aux paysans de travailler sereinement sur ces terres inexploitées de peur d'expulsion. D'où, l'incapacité des paysans à augmenter la production agricole par l'extension des terres cultivables à moins qu'ils s'endettent pour louer des terres auprès des grands propriétaires privés.

Deuxièmement, la **domination par des commerçants**. On peut citer parmi les commerçants, les collecteurs directs ou mandaté, les collecteurs/transporteurs. Ils réussissent à acheter à bas prix (prix d'achat faible) les produits agricoles et à les revendre à un prix très élevé (prix de vente élevé) auprès des consommateurs. Lorsque ce prix de vente diminue du fait de la

loi de l'offre et de la demande ou de la réglementation ministérielle, ils supportent entièrement la baisse aux agriculteurs. Cette action des commerçants est facilitée par l'absence du marché local, par l'asymétrie d'information, par le manque des moyens de stockage, par l'insuffisance du crédit agricole et si ce crédit existe, les procédures d'octroi de crédit restent complexes. Par conséquent, les paysans ne perçoivent qu'un faible niveau de revenus et ne profitent pas des opportunités de gagner des marchés.

Troisièmement, la **domination par des usuriers**. On peut en citer entre autres les simples prêteurs (boutiquier, famille, villageois) et les institutions de microcrédit. La famille paysanne est parfois contrainte à s'endetter auprès de ces usuriers vu que la consommation et les dépenses agricoles dépassent toujours les revenus ruraux. A cet effet, il est difficile de rembourser les crédits de consommation. Ainsi, le remboursement des dettes se fait parfois par un nouvel endettement ce qui augmente les intérêts prélevés aux paysans. Il arrive parfois que les paysans n'arrivent pas à honorer leurs dettes. Par conséquent, cette usure bloque à la fois le développement agricole et l'ensemble de l'économie. Elle bloque le développement agricole car les terres détenues par les paysans, garanties des emprunts, sont ramassées par les usuriers afin d'honorer leurs dettes. Soit ils ne peuvent plus produire faute de terres soit ils cultivent sur un morceau de terres plus réduit. En conséquence, la production annuelle ainsi que les revenus diminuent et la pauvreté s'aggrave. Elle bloque l'ensemble de l'économie du fait que le capital servant de dettes aux paysans doit être investi dans les industries où il y est plus productif.

2) Approches théoriques expliquant la sous-alimentation

Comme nous avons vu dans la deuxième section, la sous-alimentation constitue la conséquence immédiate de la pauvreté rurale. La thèse malthusienne sur la population peut expliquer la sous-alimentation, mais avant de l'avancer, examinons d'abord la notion des « avances productives ».

a) Les avances productives²⁰

Pour produire du blé ou du riz, il faut dépenser une certaine somme appelée par Condorcet « avances primitives ». Cette somme se répartit en « avances primitives », « avances

²⁰Antoine Nicolas de Condorcet : « Réflexion sur le commerce des blés », première partie, chapitre premier.

annuelles » et « avances foncières ». Les premières sont constituées par les biens durables tels que les bâtiments d'exploitation ou de stockage, les matériels agricoles et le cheptel. Ces biens sont des actifs qui peuvent être utilisés plus d'un an et ils contribuent à la production du riz. Ce sont des actifs non courants ou immobilisations en termes de comptabilité ou bien des capitaux fixes selon la notion classique de capital. Les avances annuelles sont constituées par des actifs, des biens non durables ou encore des capitaux circulants, qui ne peuvent être utilisés que lors d'une seule exploitation et ils sont souvent proportionnels à la superficie cultivée. On peut en citer entre autres les semences, les engrais, les insecticides, la nourriture des animaux, la rémunération des mains d'œuvre. Les avances foncières ont servi à un conditionnement initial du sol comme le défrichement et le drainage. Dans une économie marchande, une large part de la production est échangée en monnaie. Pour que la reproduction rizicole augmente, il faut d'abord que ces avances productives produisent des intérêts supérieurs au taux ordinaire de l'argent (il faut qu'il y ait une efficacité marginale du capital i.e. taux de rendement interne supérieur au taux d'intérêt bancaire). En comptabilité analytique, il faut que le prix de vente des riz soit supérieur au coût de production. Les avances productives (la part moins d'un an des avances primitives et des avances foncières et la part entière des avances annuelles), la rémunération des propriétaires fonciers, la subsistance des cultivateurs et les impôts sont inclus dans le coût de production. La part moins d'un an des avances primitives sert à remplacer ces avances une fois amorties. La part entière des avances annuelles sert à renouveler les stocks de ces avances. La différence entre le prix de vente et le coût de production constitue le surplus monétaire. Ce profit ainsi réalisé sert à accroître les avances annuelles afin d'augmenter la reproduction. En effet, selon Turgot, la production est proportionnée à la dépense²¹. Le rendement marginal des terres est pourtant décroissant à un certain niveau des dépenses i.e. toute dépense dépassant un seuil produit moins de blé. En partant de cette théorie, Malthus explique la cause de la sous-alimentation.

b) La thèse malthusienne sur la cause de la sous-alimentation ou la famine²²

Selon Malthus, la production des subsistances peut croître en progression arithmétique (1 2 3 ... n) alors que la population croît en progression géométrique (1 2 4 ... 2ⁿ). En comparant ces deux accroissements ($n < 2^n$), on conclut que la population croît plus vite que la masse des

²¹ Les grands textes de l'Economie et de la Sociologie, page 167.

²² Robert Thomas Malthus: « Essai sur le principe de la population ».

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

subsistances. Cette évolution différente résultera une situation dramatique comme la sous-alimentation ou bien la famine si rien n'est fait pour limiter la croissance démographique. En effet, les premières terres cultivées sont les meilleures donc les plus productives, ayant un taux de rendement marginal croissant. Mais, sous la pression croissante de la population, les terres cultivées sont moins fertiles et procurent des plus faibles rendements car on étend la culture sur des terres de moins en moins bonnes que les premières cultivées. La pression démographique tend à épuiser les ressources disponibles. Par conséquent, les cultivateurs n'arrivent plus à s'assurer que la population existante trouve toujours des aliments en quantité suffisante. La population qui n'a pas les moyens suffisants se trouve ainsi en face de la sous-alimentation car le rapport ressources/population diminue éventuellement au-dessous de la normale (quantité d'aliments rapportant des énergies inférieures à 2133 calories par jour). Selon Malthus, cette augmentation continue de la population allait finir par empêcher la société d'assurer sa subsistance et l'humanité serait dès lors condamnée à vivre dans la misère, dans la famine. De nos jours, la croissance économique a permis de réduire sensiblement la faim chronique et la malnutrition grâce à de nouvelles méthodes de production et à l'invention de nouveaux produits qui ont permis aux agriculteurs de nourrir un plus grand nombre de personnes. Pourtant, la sous-alimentation touche encore la moitié de la population malgache car l'acquisition ainsi que l'introduction de ces progrès techniques dans l'agriculture nécessite de gros investissements que les paysans déjà pauvres ne supportent pas les coûts.

A partir de cette analyse de la pauvreté rurale nous allons faire un état des lieux de la filière Riz pour en trouver le goulot d'étranglement.

CHAPITRE II: ETAT DES LIEUX DE LA FILIERE RIZ A MADAGASCAR

Par filière Riz, on entend le découpage du réel autour de l'idée du produit « Riz » et ses caractéristiques: sa production, sa demande et sa commercialisation. Par ce terme, la filière Riz est également l'ensemble des acteurs ou des opérateurs qui se complètent ou se concurrencent sur le marché de Riz, formant ainsi des chaînes reliant les producteurs et les consommateurs. Rappelons que le produit « Riz » est un aliment stratégique de la politique économique car il est la première source alimentaire du pays. Pour faire un état des lieux de cette filière, nous devons comprendre successivement le marché de riz à Madagascar, le mécanisme du marché de riz, et les différentes contraintes au développement de la filière Riz à Madagascar.

Section 1 : Le marché de riz à Madagascar

En économie, le marché de riz est le lieu, éventuellement abstrait, où l'ensemble des offres et des demandes de riz se confrontent, quantités offertes et demandées s'ajustant en fonction du niveau de prix. L'offre et la demande constituent les bases du marché mais pour comprendre l'offre de riz à Madagascar, l'analyse de la production rizicole nous est nécessaire.

1) La production rizicole à Madagascar

La production rizicole est le premier acte économique qu'on peut se servir pour situer la situation de la filière Riz à Madagascar. Comme toute production, la production rizicole a sa propre fonction de production notée $Y=f(X_i)_{i=1,2,...,n}$ avec X_i est un facteur de production nécessaire dans la production de riz. Les principaux facteurs de production dans l'exploitation rizicole sont les terres, les mains d'œuvre (les riziculteurs) et le capital. Le capital sert à acquérir des matériels agricoles et des intrants agricoles: semences, engrais pour fertiliser les terres et produits phytosanitaires pour protéger la pépinière (insecticides, raticides, fongicides, herbicides...). Le système de production varie d'un riziculteur à l'autre: le quart de la population rizicole adopte le système de riziculture amélioré ou SRA et 9%²³ choisissent le système de riziculture intensive ou SRI qui sont des techniques de culture modernes. La majorité des riziculteurs optent encore pour les techniques traditionnelles.

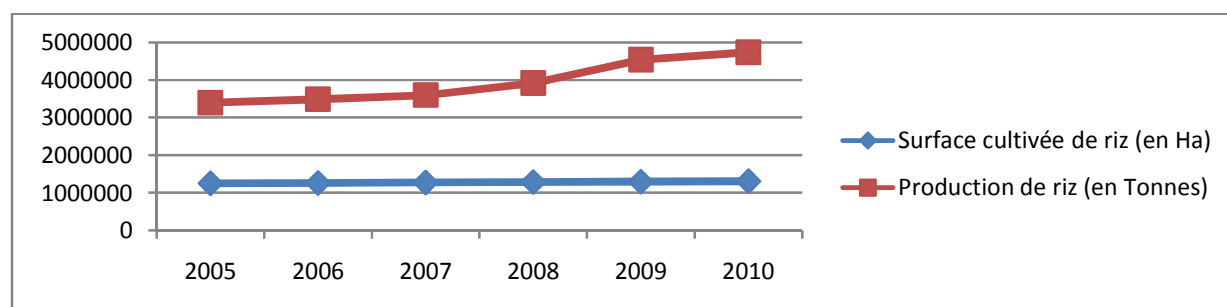
²³ Midi Madagascar n° 8872: « Filière rizicole ».

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

La production de paddy a passé de 3 392 459 tonnes en 2005 à 4 737 965 tonnes en 2010 à Madagascar²⁴. La production de riz a progressé de 40% en cinq ans soit une augmentation de 6,97% par an. A titre de rappel, la production de paddy était de 1 999 000T en 1981. Ainsi, de 1981 à 2005, son augmentation annuelle est de 2,14%. Cette production de paddy se répartit inégalement sur les vingt-deux régions de Madagascar. En effet, en 2010, sept régions produisent les 56,2% des paddy à savoir les régions Sofia, AlaotraMangoro, Analamanga, Vakinankaratra, Bongolava, MatsiatraAmbony, SAVA. Par contre, les sept régions les moins productrices ne fournissent que les 12% de la production nationale à savoir les régions DIANA, Amoron'iMania, AtsimoAndrefana, Melaky, Anosy, Ihorombe et Androy 0,1%. Voir **Annexe 2**.

Le graphique ci-dessous, tracé à partir de l'**annexe 3**, montre l'évolution de la production rizicole et l'évolution des terres cultivées de riz à Madagascar de 2005 à 2010.

Graphique 1 : Evolution de la production rizicole et de l'extension des terres cultivées de riz



Source: Impétrant

D'après ce graphique 1, les récoltes de paddy progressent rapidement que l'extension des terres cultivées: une augmentation de 1 345 506T de riz soit 40% en cinq ans alors que les terres cultivées de riz s'étalent de 57 630 Ha soit 5% en cinq ans. Nous en déduisons que seule une partie de la progression de la production rizicole provient de l'extension des surfaces cultivées. Cette progression est essentiellement due à l'amélioration du rendement des récoltes de paddy grâce à la mise en œuvre de la politique de l'Etat inscrite dans le Programme de Madagascar Action Plan 2007-2012 qui essayait d'élargir la mécanisation agricole, l'application des nouvelles techniques agricoles (SRA/SRI) et la vulgarisation des semences sélectionnées et des engrais.

²⁴ INSTAT: « Statistiques agricoles/Annuaire 2005-2008 ».

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Ce programme vise généralement à lancer la révolution verte en augmentant la production rizicole à travers l'amélioration du rendement.

L'analyse du rendement est donc essentielle pour expliquer l'évolution de la production rizicole. Le rendement mesure la productivité de la terre, rapport entre la production et la surface cultivée. A Madagascar, le rendement moyen du paddy tourne autour de 2,56T/Ha en 2005. Grâce au lancement de la révolution verte, il est à l'environ de 3,62T/Ha en 2010 sans tenir compte du nombre de récoltes en un an. Certes, ce ratio s'améliore mais il est encore loin d'atteindre l'objectif du MAP (5T/Ha) et du rendement potentiel maximum (9T/Ha). La pratique du SRI est un moyen concret pour atteindre cet objectif; elle a permis aux riziculteurs des Hauts Plateaux de récolter les paddy avec un rendement de 5,7T/Ha et ceux du lac Alaotra avec un rendement de 4,3T/Ha selon l'INSTAT²⁵.

2) L'offre, la demande et l'importation

a) L'offre

Elle représente la quantité de riz écoulee sur le marché rural ou urbain. Il est difficile de mesurer l'offre de riz du fait qu'il n'y a pas de parallélisme entre la production et l'offre ou le commerce de riz. En effet, d'après l'EPM 2010, 54,3% des paddy sont autoconsommés par les riziculteurs eux-mêmes, 25,8% seulement des paddy sont commercialisés, 5% des paddy sont réservés pour l'autofourniture en semences et le reste constitue des dépenses sociales telles que l'exhumation, les dons ou des pertes de production.

La production de riz consommée correspond à la production des paddy autoconsommés et commercialisés subissant une série de transformations telles que le pilonnage, le décortiquage et l'usinage, soit 80,1% de la production des paddy. Le coefficient d'usinage²⁶ varie de 55 à 70% c'est-à-dire 1kg de paddy est transformé entre 0,55 et 0,7 kg de riz décortiqué ou blanchi. Ainsi, après calcul, 32% de la production de riz décortiqué ou blanchi forment l'offre globale de riz et 68% sont autoconsommés par les riziculteurs eux-mêmes et leurs familles. En prenons le cas de l'année 2010, la production de riz décortiqué ou blanchi se réduit à 2 368 983T après avoir pilonné, décortiqué ou usiné 3 790 372T de paddy destinés à la consommation. Voir **annexe 4**. Les 32% de

²⁵ Midi Madagascar n° 8872 : « Rendement avec des engrais bio »

²⁶ Conférence CCAC sur les crises du riz à Madagascar - S. Razafimandimby & M.-H. Dabat, Antananarivo, 4/04/06

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

cette production, soient 758 074T, seront commercialisées à la population non rizicole que ce soit en milieu rural ou en milieu urbain.

b) La demande

C'est la quantité de riz que les consommateurs sont prêts à acquérir sur le marché à un certain prix. La consommation de riz constitue un élément essentiel pour mesurer la demande de riz sur le marché. Le tableau suivant résume la consommation de riz en 2010.

Tableau 1: Consommation de riz en 2010

Population urbaine	Consommation individuelle	Consommation urbaine totale	Population rurale	Consommation annuelle/individu	Consommation rurale totale	Population totale	Consommation totale
6255000	101 kg	631755 T	14458000	96,6 kg	1396642,8 T	20713000	2028397,8 T

Source: Propre calcul de l'impétrant

Ce tableau a été constitué à partir des données de l'INSTAT concernant la consommation et des données de la Banque Mondiale concernant la population. On en déduit que la consommation individuelle moyenne est de 98 kg par an. Toutefois, la consommation diffère d'une région à l'autre, d'un ménage à l'autre. En 2005 par exemple, la consommation de riz à Tuléar est de 109kg, 131kg à Fianarantsoa, 114 dans l'Est de Madagascar et 145 kg aux alentours du Lac Alaotra²⁷. En se référant à ce rapport, on constate que la consommation moyenne par individu est faible.

En 2010, la demande solvable de riz, transformée en consommation, s'élève à 2 028 397,8T pour la population totale. Pour mesurer la demande, il faut pourtant tenir compte des besoins qui ne sont pas transformés en demande de riz à cause de l'augmentation du prix du riz, l'insuffisance du revenu, l'insuffisance de l'offre voire la pénurie du riz ou d'autres facteurs (non disponibilité de la variété de riz habituellement achetées par exemple) qui empêchent les consommateurs de réaliser leurs besoins. La réalisation d'une enquête sur le niveau de prix jugé acceptable « prix psychologique » d'évaluer ces besoins et la demande effective de la population.

²⁷Conférence CCAC sur les crises du riz à Madagascar - S. Razafimandimby & M.-H. Dabat, Antananarivo, 4/04/06

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

c) Importation

En comparant la demande solvable (consommation totale) et la production de riz à consommer, respectivement 2 028 397,8T et 2 368 983T, on a conclu a priori que Madagascar a atteint son autosuffisance alimentaire en riz en 2010 car la production couvre la demande.

Pourtant, Madagascar a encore importé du riz usiné pour diverses raisons: importation de riz usiné par l'Etat pour constituer des stocks régulateurs et pour stabiliser les prix locaux; importation du riz par les opérateurs économiques pour concurrencer les produits locaux. Les stocks régulateurs servent à garantir la disponibilité permanente du riz sur le marché. En effet, il se peut que la disponibilité permanente du Riz sur le marché ne soit pas assurée. Ce fait est dû à l'aléa de la livraison du riz sur le marché urbain surtout à cause de la spéculation du riz, du mauvais temps, du mauvais état des infrastructures routières, de l'augmentation de la demande dans les zones productrices. Malgré l'importance du rôle joué par l'importation du riz (régulation du marché et stabilisation des prix), elle engage une sortie importante de devises et accentue le déficit de la Balance commerciale, déficitaire de 594,2 millions en 2012.²⁸

Tableau 2: Importation de riz en volume et en valeur

	Riz semi blanchi		Riz en brisure		Riz de luxe		Importation totale	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
2005	229 014	185 565,70	4016	2 339,94	103	115	233 133	188 020,64
2006	128 165	80 701,43	8500	4 998,55	8	31,02	136 673	85 731,00
2007	152 596	100 077,95	4228	2 380,34	20 180	11 550,48	177 004	114 008,77
2008	152 210	121 806,32	1003	776,65	3 229	2 764,27	156 442	125 347,24

Source: INSTAT

Volume en Tonnes et Valeur en millions d'Ariary

Le volume de l'importation de riz varie de 233 133 T en 2005 à 156 442 T, évaluées à Ar 125 347 240 000, en 2008. Elle diminue en 2009 pour atteindre un niveau de 109 477T. Le volume de l'importation fluctue à partir de 2009: 123 486T en 2010, 194 073T en 2011 et 144 839T en 2012. L'importation de riz en 2012 est évaluée à 44,3 millions de DTS soit Ar 151 226 000 000 avec 1 DTS vaut Ar 3413,69 en Décembre 2012.

²⁸ Balance des paiements, Bulletin de la Banque Centrale de Madagascar n°22.

Section 2: Le mécanisme du marché de riz et les divers intervenants dans la filière Riz

Le marché de riz, comme tout autre produit, est régi par le mécanisme du marché comme l'économie malgache est une économie de marché. Le prix du riz est donc déterminé par la loi de l'offre et de la demande. Nous allons présenter les différentes étapes pour fixer le prix du riz, puis expliquer comment ce prix ainsi fixé fluctue en fonction de l'offre et de la demande.

1) Les différentes étapes de la fixation du prix du riz

Le prix du riz dont nous parlons ici est le prix de vente du riz décortiqué auprès des consommateurs directs. La détermination effective du prix de vente nécessite une analyse du système de production rizicole et une analyse du circuit de distribution du riz de la collecte aux détaillants. La première analyse consiste à déterminer le coût de production du riz au niveau des paysans, la deuxième analyse le coût de revient auprès des détaillants. Ce dernier coût de revient majoré d'une marge bénéficiaire constitue le prix de vente auprès des consommateurs.

a) Système de production

L'analyse du système de production rizicole nous permet d'identifier les différents éléments du coût de production des paddy. Ce coût est composé d'une part du coût de travaux de mise en place tels que la préparation du sol, l'entretien et le soin des rizières, la récolte et le conditionnement, d'autre part du coût d'achat des intrants tels que les semences, les engrais, les produits phytosanitaires, les insecticides et les fongicides, les sacs, la redevance en eau. Voir **Annexe 5**. Le coût de production des paddy varie d'une région à l'autre, d'une technique culturale à l'autre. En l'occurrence, nous allons présenter sous forme de tableau les différentes techniques culturales avec leurs rendements et coûts de production respectifs pour le cas de la région du Lac Alaotra. Voir **Tableau 3**. Les coûts de production, relevés en 2001, sont actualisés avec un taux de 10% par an, taux d'inflation, soit une multiplication du coût par $3,14^{29}$ en douze ans. Les acteurs principaux concernés dans ce système de production sont les producteurs ou bien les riziculteurs. Ces paysans vendent la production des paddy destinés à la vente aux collecteurs à un prix supérieur au coût de production. Ce coût de production majoré du profit tiré par les paysans constitue le prix de vente des paddy au lieu de la production pour les collecteurs.

²⁹ $(1+10\%)^{12}=3,14$

Tableau 3: Quelques techniques culturales avec leurs rendements et coûts de production respectifs

Techniques culturales	Rendement ³⁰	Coût de production ³⁰	Coût de production ³¹
		en 2001	en 2013
Riz pluvial	2,5T/Ha	880 Fmg/kg	552Ar /kg
Semis direct	1,8T/Ha	890 Fmg/kg	559Ar /kg
Repiquage traditionnel	2,5T/Ha	820 Fmg/kg	515Ar/kg
Repiquage amélioré	4T/Ha	700 Fmg/kg	439Ar/kg
Jeunes plants	4T/Ha	560 Fmg/kg	352Ar/kg

Source: Boris Bouteau

On en déduit que le coût de production des paddy est très faible par rapport au prix de vente actuel, 1300Ar/kg pour le « varygasy » et 1400Ar/kg pour le « makalioka »³². Le prix en moyenne nationale est de 1270Ar/kg pour le « varygasy » et 1380Ar/kg pour le « makalioka ».³³ Pour expliquer cet écart énorme entre le coût de production et le prix du riz à la consommation, nous devons comprendre le circuit de distribution du riz de la collecte à la consommation.

b) Circuit de distribution

La compréhension du circuit de distribution nous amène à identifier les divers acteurs de la filière riz. Ainsi, trois catégories d'acteurs ont été identifiés: les acteurs concernés de la production à la collecte; ceux du lieu de la collecte au lieu de la distribution; ceux de la distribution à la consommation³⁴.

✓ De la production à collecte, les principaux acteurs sont les producteurs, les collecteurs et les transporteurs. Les producteurs ont bénéficié du prix d'achat des paddy collectés. On a distingué quatre types de collecteurs de riz dans la région du lac Alaotra: les petits collecteurs indépendants achetant les paddy en vue de les revendre auprès des gros collecteurs, les collecteurs mandatés par des gros collecteurs, les collecteurs/transporteurs ou encore des commerçants et les sous-collecteurs (les transporteurs et les spéculateurs).

³⁰ Boris Bouteau: « Approvisionnement en riz d'Antananarivo à Madagascar », page 20.

³¹ Le coût de production en 2013 est obtenu en capitalisant le coût de production de 2001 avec un taux de 10%/an

³² Prix du riz sur les épiceries à Isotry

³³ La Gazette, n°3038: « Publication de l'Observatoire du riz sur la période du 25 au 29 Mars ».

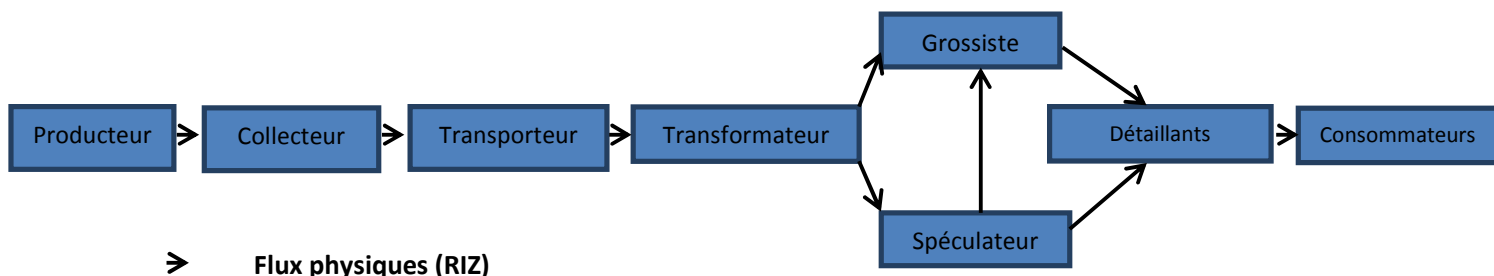
³⁴ Boris Bouteau: « Approvisionnement en riz d'Antananarivo à Madagascar », Les acteurs de la filière riz, page 9-38

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

✓ Du lieu de la production au lieu de la distribution, on rentre en jeu l'approvisionnement d'une ville ou d'un lieu quelconque. Les principaux acteurs sont les collecteurs, les transformateurs du riz et les transporteurs. Les collecteurs vont passer les paddy aux transformateurs au coût d'achat des paddy majoré d'une marge bénéficiaire. Le coût d'achat comprend le prix d'achat des paddy, le coût d'achat des matériels nécessaires tels les sacs et la balance, le coût de manutention des sacs des paddy et le coût du transport. Les paddy sont ensuite transformés soit par transformation manuelle (pilage des paddy à la main ou à l'aide d'un pilon dans un mortier), soit par décortiquerie (unité composée d'une ou de deux machines qui servent à enlever la balle et à séparer le riz et le son), soit par rizerie (structure intégrant l'achat des paddy à la vente des riz usinés en passant par la transformation des paddy et le stockage des riz usinés). Cette série de transformation ainsi que le transport du riz usiné à l'intérieur du lieu de commercialisation génère des coûts de transformation et de transport.

✓ De la distribution à la consommation, il y a deux principaux acteurs: les grossistes et les semi-grossistes, les détaillants et les divers intervenants. Les grossistes se sont en général spécialisés en vente en gros du riz seulement tandis que les semi-grossistes sont des commerçants de divers produits de première nécessité qui vendent du riz à la fois en gros et en détail. Ils en tirent une marge de bénéfice allant de 60 à 90 Fmg/kg avec une vente annuelle moyenne de 200T pour les semi-grossistes et 450T pour les grossistes en 2001³⁵. Les détaillants sont enfin les vendeurs directs du riz auprès des consommateurs, ce sont en général des épiceries. La ville d'Antananarivo a actuellement connu un phénomène d'expansion de micro-détaillants dans le secteur informel. Les grandes surfaces vendent aussi des riz en paquet de 500g, de 1kg et de 5kg.

Schéma 1: Circuit de distribution du riz



Source: Impétrant

³⁵ Boris Bouteau: « Approvisionnement en riz d'Antananarivo à Madagascar ».

Le schéma n°1 résume le circuit de distribution du riz allant des producteurs aux consommateurs. On constate ainsi la longueur du circuit et la diversité des intermédiaires dans la filière Riz. Le niveau du prix du riz sur le marché peut être expliqué par cette longueur du circuit de distribution du riz, mais comment se détermine le prix du riz sur le marché ?

2) La détermination du prix du Riz

L'offre et la demande constituent les forces du marché³⁶. Le jeu de l'offre et de la demande, comme dans tout pays à économie de marché, fixe les prix des produits sur le marché.

a) La loi de la demande et de l'offre

La loi de la demande stipule que toutes choses égales par ailleurs, la quantité demandée du riz diminue quand le prix de cette céréale augmente. La demande est une fonction décroissante du prix. Celle-ci s'applique pour de nombreux produits. A part le prix, la demande est déterminée par le revenu, le prix des biens substitués, les goûts et les anticipations. Pour bien déterminer la demande de riz à Madagascar, nous avons déjà proposé de faire une enquête sur le prix psychologique qui nous permet aussi d'établir le barème de demande de riz. La demande globale de riz est ainsi obtenue par l'agrégation des demandes individuelles.

La loi de l'offre stipule de l'autre côté que toute chose égale par ailleurs, la quantité offerte du riz augmente quand le prix augmente. L'offre est donc une fonction croissante du prix. A part le prix, l'offre est également déterminée par le prix des intrants agricoles, la technologie agricole (mécanisation), et les anticipations. Comme la demande, l'offre globale est l'agrégation des offres individuelles.

b) La fluctuation du prix du riz

Le prix du riz est déterminé par le marché, sa demande est inélastique du fait que c'est un produit de première nécessité. Autrement dit, l'ajustement des quantités de l'offre et de la demande sur le marché détermine le prix du riz et quel que soit le niveau de ce prix, le niveau de la demande varie faiblement. En effet, le riz est la denrée alimentaire de base de la population malgache et elle en achète toujours jusqu'à un certain niveau où elle trouve des produits. La

³⁶Mankiw N. Gregory et Belzile Germain: « Principes de Macroéconomie », page 57.

fluctuation du prix résulte par conséquent de l'instabilité de la demande et de l'offre. Cette instabilité est liée à une saisonnalité de la demande et de l'offre.

c) L'analyse du marché du riz

✓ *La hausse conjoncturelle du prix du riz*

La demande de riz, elle est très forte pendant la période de festivités (fêtes religieuses, fête de l'indépendance, festivités traditionnelles comme l'exhumation,...), à l'approche de la rentrée scolaire, au début de la période de collecte, pendant les moments chauds de la politique. Cette forte augmentation de la demande entraîne la hausse conjoncturelle du prix du riz. En principe, l'accroissement de la demande fait diminuer le prix du riz mais dans cette conjoncture il fait élever le prix du riz. En fait, le déterminant de cet accroissement de la demande n'est pas le prix, c'est plutôt le revenu alloué à l'achat de riz. La courbe de la demande de riz se déplace ainsi vers la droite et le prix du riz s'accroît tant que l'offre de riz n'atténue pas la tension de la demande sur le marché. Voilà ce qui peut expliquer la hausse conjoncturelle du riz.

En ce qui concerne l'offre de riz, sa variation est à la fois saisonnière et cyclique car elle dépend du calendrier rizicole³⁷. Pendant la période de récolte, il y a trop d'offres de riz sur le marché, les prix au producteur souffrent le plus car la denrée est abondante. Malheureusement, du fait de la longueur du circuit de distribution du riz, les prix aux consommateurs baissent lentement. Les spéculateurs retiennent ainsi des stocks de riz en vue de les vendre pendant la période où les offres baissent. Cette période correspond à la période de la soudure où le produit commence à se faire rare, au retard de l'approvisionnement, aux saisons de pluies où les infrastructures se sont dégradées. La baisse de l'offre entraîne la tension de la demande qui est atténuée par la hausse conjoncturelle du prix afin d'éviter la pénurie de riz. En profitant de cette situation, les spéculateurs écoulent leurs stocks sur le marché.

✓ *La hausse structurelle du prix du riz*

La hausse du prix du riz n'est pas seulement conjoncturelle, elle est aussi structurelle. En effet, le coût du stockage et le coût du transport ont encore une grande influence sur le prix du riz sur le marché. La hausse du coût de stockage et du coût de transport est liée à l'augmentation des

³⁷ Voir annexe 6.

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

salaires, à la hausse du prix des carburants, à la hausse de la consommation de carburants due à la dégradation des infrastructures³⁸. Par conséquent, elle entraîne la hausse structurelle du prix du riz. Elle est structurelle quand la hausse est liée à la structure du coût.

✓ Les rôles de l'Etat dans le mécanisme du marché

L'Etat intervient quand le marché n'arrive pas à atténuer la tension de la demande engendrant la hausse spectaculaire du prix du riz. Cette intervention se traduit par diverses politiques telles que la subvention des commerçants, la politique fiscale et l'opération de « varymora ». La première politique consiste à accorder une subvention aux commerçants (grossistes ou importateurs par exemple) afin de diminuer le prix du riz sur le marché. Cette politique est surtout adoptée pendant la deuxième République. La deuxième consiste à détaxer l'importation du riz³⁹. Elle vise à assurer l'approvisionnement du riz et la stabilité de son prix pendant la période de soudure. Elle est adoptée pendant le dernier régime de la deuxième République. Enfin, la troisième politique consiste à importer une quantité importante de riz afin de le vendre à bon marché. Les produits importés ou collectés localement qui servent à satisfaire cette politique sont stockés pour constituer un filet de sécurité. Cette opération de « varymora » est surtout adoptée pendant ce régime de transition depuis 2009.

En partant de l'analyse du marché de riz et celle du mécanisme qui le régit, nous avons tiré comme faiblesses de la filière Riz à Madagascar les phénomènes suivants:

- La faiblesse de la production de riz pour pallier la demande instable sur le marché.
- La hausse conjoncturelle et la hausse structurelle du prix du riz sur le marché qui affecte les ménages malgaches à faible pouvoir d'achat. Ce deuxième phénomène dépend en général du premier.

Il nous faut comprendre alors les contraintes au développement rizicole qui ne permettent de stimuler le niveau de production rizicole.

³⁸ Filière Riz, Midi Madagascar n° 8839

³⁹ Loi n°2005-015 portant sur l'exemption du droit de douanes sur l'importation du riz

Section 3 : Les contraintes au développement de la Riziculture

1) Les contraintes physiques

La riziculture malgache doit faire face à une météorologie défavorable en général. Certaines zones de production ont souffert de la pluie (en sécheresse) alors que d'autres ont souffert de l'inondation. Comme beaucoup de pays tropicaux, Madagascar n'échappe pas aux calamités naturelles; les dépressions ou les cyclones tropicaux ont augmenté les risques d'inondation pour la riziculture des Hauts Plateaux (Régions Betsileo et Merina)⁴⁰. La sécheresse touche surtout les régions Sud, Ouest voire Hautes Terres de Madagascar²⁸. La sécheresse ou l'insuffisance de précipitations entraîne la réduction considérable de la production agricole faute d'irrigation suffisante des rizières.

Outre la météorologie défavorable, l'enclavement des zones de production constitue une autre contrainte de la riziculture. Le taux d'enclavement s'élève à 63% des communes à Madagascar en 2010⁴¹. Cet enclavement ne permet pas aux riziculteurs d'écouler leur production sur le marché. Le mauvais état des routes secondaires entraîne la flambée du prix du riz à cause de la hausse du coût de transport engagé par les collecteurs.

La détérioration de l'environnement naturel et la baisse de fertilité des sols ne permet pas également de développer la riziculture. En effet, l'érosion fait ravage par exemple dans la région AlaotraMangoro.⁴² Elle se manifeste par le tarissement des zones humides, y compris le lac et les plaines. De plus, au mois de Janvier, la pluie n'est pas encore tombée dans cette partie de l'Ile alors qu'elle a besoin un niveau conséquent de précipitations⁴³. Cette région est réputée être le grenier à riz de Madagascar, alors que sa production rizicole est menacée par cette dégradation de l'environnement provoquée par une déforestation monstre, 85% de la forêt en dix ans.⁴⁴

Enfin, l'état défaillant des réseaux d'irrigation et de la mauvaise maîtrise de l'eau concourent avec les aléas climatiques. La riziculture est une activité cultivée par irrigation mais de grandes quantités d'eau utilisées à cette fin sont parfois perdues à cause des fuites d'eau dans

⁴⁰ Géographie de Madagascar, R.Battistini, J.M. Hoerner

⁴¹ Rapport économique et financier 2010, Ministère de l'Economie

⁴² AlaotraMangoro, Midi Madagascar n°8831

⁴³ Riziculture, Midi Madagascar n° 8945

⁴⁴ Environnement, Midi Madagascar n° 8831

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

les systèmes d'irrigation.⁴⁵ Parfois, la mauvaise maîtrise de l'eau fait inonder les rizières et pourrait dévaster les plants de riz.

2) Les contraintes techniques

Une des plus grandes contraintes au développement de la riziculture est le faible taux d'équipement. En effet, la majorité des riziculteurs n'utilisent que les outils agricoles rudimentaires tels que les *angady*, les faucilles, la charrue et la herse à bœufs. Seule une minorité de riziculteurs des motoculteurs avec accessoires, des tracteurs avec accessoires et des pulvérisateurs. Le taux d'utilisation des matériels varie en fonction des types de matériels.

Tableau 4: Les types de matériels agricoles avec le pourcentage d'utilisation dans la riziculture

Type de matériels	Pourcentage d'utilisation
Tracteurs avec accessoires	0,2%
Motoculteurs avec accessoires	0,1%
Herse à bœufs	28,8%
Charrette	26,4%
Charrue à bœufs	33,0%
Pulvérisateur	3,5%
Houe rotative/sarcluse	14,4%
Angady/Pelle/pioche	97,3%
Faucille/croupe croupe	92,0%

Source: INSTAT

Plus le matériel est cher, plus taux d'utilisation est faible et plus les riziculteurs sont sous-équipés. Cela explique donc la faiblesse du taux d'équipement des riziculteurs.

De plus, l'application des itinéraires techniques améliorés est faible (25% en SRA et 9% en SRI) à cause des problèmes de communication et des problèmes techniques. Ces premiers comprennent le manque de diffusion des résultats, le manque de sensibilisation et problème de vulgarisation et de diffusion des semences). Les deuxièmes problèmes concernent l'incompatibilité des techniques avec les caractéristiques climatiques, pédologiques et culturelles.

⁴⁵ <http://www.iaea.org/programmes/nafa/dx/index.html>

3) Les contraintes économiques

Les techniques de production les plus pratiquées dégagent des coûts de main d'œuvre élevés. En prenant encore le cas du Lac Alaotra, les techniques de production existantes sont: riz pluvial appliqué avec 3% des surfaces rizicoles, le semis direct avec 52%, le repiquage traditionnel avec 15%, le repiquage amélioré avec 20%, les jeunes plants et le SRI avec 10% des surfaces rizicoles⁴⁶. Le repiquage traditionnel exige un sol mieux préparé, ce qui nécessite une embauche importante de main d'œuvre pour les travaux de repiquage et de récolte. Le repiquage amélioré demande, outre l'exigence dans le repiquage traditionnel, un labour avant saison et un entretien important des cultures, ce qui engendre un coût supplémentaire élevé de main d'œuvre. Les « jeunes plants » exigent la même quantité de travail que le repiquage amélioré. Enfin, le SRI réclame des soins plus poussés surtout dans le contrôle de l'irrigation, ce qui engendre davantage des coûts élevés de main d'œuvre. Ces quatre techniques de culture engagent une quantité de main d'œuvre importante donc des coûts élevés pour pouvoir semer une bonne récolte. Ces ouvriers ont besoin pourtant de revenus journaliers ou hebdomadaires. Il se peut que l'exploitant n'ait pas au préalable l'argent pour payer les autres. Soit il doit s'endetter, soit il exploite lui-même ou avec sa famille une surface limitée de rizières.

En parlant d'endettement, les crédits agricoles sont rares et chers. Les paysans pauvres sont exclus du système bancaire. Le taux directeur de la Banque Centrale est de 9,5% en 2011 et 2012, et les taux d'intérêts des banques primaires, taux moyens pondérés des crédits, varient de 15,22% à 15,57% entre septembre 2011 et septembre 2012⁴⁷. Les crédits fréquemment offerts aux paysans sont les crédits de campagne, limités à l'acquisition des terrains et des matériels. Le taux de garantie peut atteindre entre 10 et 125%⁴⁸. Ce taux est minime si les producteurs ont suffisamment de garantie ou de gage ou d'hypothèque. La microfinance commence à se développer dans la campagne mais le nombre des institutions de microfinance ou IMF est encore insuffisant à Madagascar (secteur dominé par OTIV, CECAM, ADEFI, TIAVO). De plus, le taux de bancarisation des paysans reste faible, vu le manque de culture de crédit pour se développer.⁴⁵

La rareté des terres immédiatement exploitables et l'insécurité foncière constituent également une contrainte économique au développement rizicole. D'après le Secrétaire Général

⁴⁶ Approvisionnement en riz d'Antananarivo à Madagascar, Boris Bouteau, page 20

⁴⁷ Les taux d'intérêt, Bulletin de la Banque Centrale de Madagascar, n°22

⁴⁸ BOA Madagascar, Un crédit de campagne jusqu'à Ar 20millions, Midi Madagascar n°7392

du Ministère de l'Agriculture, 14 ou 15% des terres arables à Madagascar sont exploitées. Malheureusement, les terres inexploitées nécessitent un aménagement initial. Ce travail exige toutefois de gros investissements financier et technique que les paysans eux-mêmes n'arrivent pas à réaliser. De plus, ce qui est déplorable c'est que la plupart des terres déjà mises en valeur ne sont pas sécurisées, c'est-à-dire elles n'ont pas de titres légaux. La procédure d'immatriculation des terres qui est à la fois longue et coûteuse, et l'éloignement du traitement des dossiers engendrent la corruption et les inégalités par la suite⁴⁹. Les personnes riches et influentes ont la possibilité de devancer les exploitants pauvres en acquérant des droits sur les rizières souvent déjà mises en valeur par ces paysans. Ainsi, les paysans sont en face d'une insécurité foncière.

La défaillance du marché fait diminuer le revenu des paysans. En fait, les paysans n'ont pas la possibilité de vendre leurs produits au milieu urbain, vu la cherté du transport et l'impossibilité de stocker les paddy à défaut d'entrepôt. Par conséquent, ils doivent les écouler le plus tôt possible sous peine de vol et de destruction des paddy causée par les rongeurs, la pluie et le soleil. Pourtant, les marchés ruraux, déjà restreints, ont connu une défaillance: le **pouvoir du marché**. Le pouvoir du marché est la capacité d'un petit groupe d'agents à influencer sur les prix du marché. Les paysans ont besoin de vendre leurs produits, alors qu'il n'y a que peu de collecteurs sur le marché. Ces derniers arrivent ainsi à les acheter à un prix plus bas, parfois même à un prix inférieur au coût de production.

En plus de ce niveau plus bas du prix des paddy au niveau des producteurs, les commerçants, eux aussi, sont restreints à vendre le riz à un prix assez bas. En effet, ils doivent aligner le prix de vente du riz au cours mondial qui est faible. Si les commerçants appliquent la vérité de prix selon un responsable contacté au niveau du ministère de l'Agriculture, le kilogramme de riz sera acheté à un prix supérieur à Ar 2000. Par conséquent, la concurrence du marché international tuera les producteurs locaux, du fait que les ménages malgaches ne disposent pas assez de pouvoir du marché pour se procurer de riz à cette vérité de prix.

Enfin, la stratégie d'autoconsommation ne permet pas aux paysans de développer la production agricole. Comme l'on a déjà expliqué plus haut, la culture de crédit n'est pas encore ancrée dans l'esprit des paysans. De plus, ils sont averses au risque financier de peur de perdre leurs rizières en cas d'incapacité de remboursement des emprunts.

⁴⁹ Décentralisation foncière à Madagascar, revue Grain de sel n°37 : la souveraineté à l'heure de la libéralisation.

PARTIE II : LA PROMOTION DE LA FILIERE RIZ POUR SURMONTER LA PAUVRETE RURALE

Comme nous avons vu dans la première partie, la médiocrité de l'agriculture comme la culture de riz limite les revenus des paysans ruraux, entraînant par la suite la pauvreté rurale. En effet, la pauvreté rurale, manifestée par des multiples contraintes, ne permet pas de développer la riziculture. Ainsi, l'analyse de la pauvreté rurale et l'analyse de l'état de lieux de la riziculture sont inséparables pour tenter de résoudre l'un ou l'autre de ces grandes problématiques de l'économie malgache. C'est pour cette raison que nous essayons de miser sur la promotion de la filière Riz pour surmonter la pauvreté rurale du fait que 87,5% des ménages agricoles pratiquent la culture de riz.⁵⁰ Dans le premier chapitre de cette partie, nous allons présenter les techniques essentielles qui peuvent servir à promouvoir la filière riz. Dans le deuxième chapitre, nous allons émettre des hypothèses sur la filière Riz et en analyser les enjeux de la promotion de la filière Riz dans la lutte contre la pauvreté rurale.

⁵⁰ INSTAT, EPM 2010, Rapport principal

CHAPITRE I : TECHNIQUES ET RECOMMANDATIONS POUR PROMOUVOIR LA FILIERE RIZ

La promotion de la filière nécessite l'analyse méticuleuse des divers acteurs et activités de cette filière puis le développement y afférent. Nous allons étudier dans notre cas les techniques d'amélioration de la production, les techniques de facilitation des ventes du riz et les stratégies de financement de la riziculture.

Section 1: Les techniques pour augmenter la production

Pour augmenter la production, quelques procédures simultanées ou consécutives peuvent être adoptées par les divers acteurs impliqués dans le processus d'augmentation de la production rizicole. Les principales techniques en sont l'accroissement des facteurs de production, l'amélioration du rendement et la diminution de la dégradation de la production.

1) L'accroissement des facteurs de production en riziculture

Les principaux facteurs de production qui agissent directement sur le niveau de la production rizicole sont la superficie cultivée et les intrants agricoles en supposant que les paysans maîtrisent ces facteurs.

a) Elargissement de la superficie cultivable: Réformes agraires et foncières

Sans tenir compte d'aucun progrès technique améliorant la productivité agricole, la production rizicole peut être simplement augmentée grâce à l'extension des terres cultivées de riz. Rappelons que Madagascar dispose encore d'une énorme surface de terres arables inexploitées puisque 14 ou 15% seulement des terres arables sont exploitées. D'ailleurs, les terres inexploitées sont souvent exposées à l'érosion (dégradation et désertification du sol). La mise en valeur de ces terres s'avère une priorité de l'Etat en incitant les investissements dans l'aménagement initial du sol et en encourageant **la riziculture extensive**. La riziculture extensive est une grande exploitation rizicole sur une superficie de plus de 4Ha⁵¹. L'objectif en est d'augmenter la production et d'exporter le surplus de production. Autrement dit, l'objectif est

⁵¹ Selon l'EPM 2010, petite exploitation: superficie de terres < 1,5ha; exploitation moyenne: entre 1,5 et 4ha et, grande exploitation: superficie de terres > 4ha

d'orienter la culture de riz à l'exportation une fois affranchie l'autosuffisance alimentaire en réalisant une exploitation rizicole à grande échelle.

Toutefois, la réalisation de cette riziculture doit aller de pair avec une réforme agraire et une réforme foncière. La réforme agraire consiste à confisquer les terres inexploitées des grands propriétaires et les remettre à ceux qui les cultivent. Elle doit aussi se traduire par l'octroi des terres arables inexploitées présumées propriétés de l'Etat à défaut d'immatriculation à ceux qui veulent les mettre en valeur et les cultiver. En même temps, une réforme foncière doit s'opérer afin de sécuriser la propriété de ces terres. Pourtant, seuls les riziculteurs qui mettent en valeur effectivement les terres de l'Etat ou des grands propriétaires ont droit à la protection de la loi.⁵²

L'existence d'une politique foncière visant à sécuriser la propriété foncière rassure d'un côté les paysans de tout litige foncier qui ne leur permettrait pas de travailler sereinement, d'autre côté les investisseurs à travailler librement. Ce sont des facteurs institutionnels de la croissance économique. L'Etat tient donc un rôle important dans ces réformes.

b) Utilisation des meilleurs intrants agricoles: Progrès techniques

Sans élargissement de la surface des terres cultivées de riz, Madagascar peut accroître sa production par l'utilisation des meilleurs intrants agricoles essentiellement les semences et les engrais, et par la mécanisation de la riziculture. On procède donc à l'intensification de la culture de riz grâce au progrès technique découvert.

L'objectif de l'utilisation des meilleurs intrants agricoles est ici de rechercher des rendements plus élevés par l'emploi des semences mieux adaptées aux conditions naturelles ou des semences de cycle végétatif plus rapide ou des semences qui résistent aux maladies. A titre d'illustration, le riz hybride IR 28 mis au point par l'Institut international du riz de Los Banos aux Philippines peut donner trois récoltes par an⁵³. Les centres de recherche tels que les FOFIFA et FIFAMANOR ainsi que les autres chercheurs en riziculture doivent chercher continuellement ces types de semences de qualité ou « semences améliorées » en vue de les multiplier et de généraliser leurs utilisations. Ce rendement élevé peut être aussi obtenu en employant des

⁵² Loi n° 66-025 du 19 décembre 1966 tendant à assurer la mise en valeur des terres à vocation agricole.

⁵³ Ambrosi et al. : « Economie contemporaine », Tome 3, Page 268.

fertilisants appropriés. Par exemple, d'après la recherche d'une agronome⁵⁴, la fertilisation des sols avec les engrais Guanotsar à raison de 0,6T d'engrais/Ha permet d'obtenir 9,92 tonnes de paddy/Ha en adoptant le système de riziculture intensif. Avec ce même système, le rendement de la production rizicole est de 9,28T/Ha en utilisant des engrais Guanomad à raison de 0,7T/Ha. Il n'en est de même pour les engrais, la recherche continue d'engrais appropriés aux sols, aux systèmes de riziculture et à la portée des paysans doit être une priorité de l'Etat, des entreprises agricoles et des chercheurs agricoles afin de vulgariser leur utilisation de manière rationnelle.

L'objectif de la mécanisation de la riziculture est de réduire à la fois le coût de production des paddy et le nombre de paysans impliqués dans une campagne. La mécanisation accroît la productivité du travail⁵⁵ et diminue la peine des paysans, ce qui mène à l'amélioration du niveau de vie des paysans. Actuellement, la coopération du Ministère de l'Agriculture et le gouvernement japonais vise à appuyer les paysans dans la mécanisation agricole. Des matériels tels que les sarcleuses, les moissonneuses-batteuses, la charrue, les semoirs, les pulvérisateurs et les herse rotatives seront mis à la disposition des paysans en vue de mécaniser la riziculture depuis la préparation du sol jusqu'à la récolte.

2) Adoption d'un système de riziculture moderne et adapté

Le grand atout riz est de pouvoir se cultiver presque partout. Ainsi, il existe de nombreux systèmes de production rizicole dont les principaux sont le riz aquatique et le riz pluvial⁵⁶ mis à part la culture sur brûlis.

a) La recherche de systèmes de riziculture adaptatifs

✓ Le riz aquatique

Le riz aquatique correspond aussi au riz irrigué si la gestion de l'eau est parfaitement maîtrisée (diguettes, canaux, drains...). Si la maîtrise de l'eau n'est pas assurée, il devient « riz inondé ». Il existe différents types de sous-systèmes de riz irrigué: semis direct, repiquage en foule, repiquage en ligne ou SRA et SRI. Quel que soit le sous-système du riz irrigué, la présence permanente du système d'irrigation et sa maîtrise sont nécessaires. Le riz irrigué est le type de

⁵⁴ Midi Madagascar n° 8872: « Filière Rizicole », Recherche de Ramananjahary Harinivo Blandine,

⁵⁵ Productivité du travail, c'est le rapport entre la production par hectare et le nombre de travailleurs par hectare.

⁵⁶ Dobelmann J.P.: « Riziculture pratique », Tome 1: Riz irrigué et Tome 2: Riz pluvial, PUF.

riziculture le plus performant avec des rendements de 6 à 8T/Ha⁵⁷, mais il exige des aménagements coûteux pour avoir la maîtrise de l'eau. En riz irrigué, plus une technique (semis direct, SRA, SRI...) exige beaucoup de préparation de sol, de maîtrise de l'eau, d'entretien et soin de la rizière, plus elle procure un rendement élevé. A titre d'exemple, le semis direct, qui ne demande pas beaucoup d'investissement, ni de préparation très poussée du sol, ni de repiquage, ni de fertilisation, ni d'entretiens intensifs ne permet d'obtenir que 1,8T/Ha. Cf. Tableau 3. Par contre, le repiquage en ligne ou « jeunes plants », qui demandent un investissement plus coûteux, des repiquages, du labour avant saison, de forte fertilisation, d'un entretien plus important des cultures permettent d'obtenir un rendement élevé, 5T/Ha. Le riz irrigué peut être pratiqué dans toutes les régions de Madagascar, dans les régions où l'on peut mettre en place des systèmes d'irrigation. C'est l'avantage de ce système malgré son coût.

✓ **Le riz pluvial**

Le riz pluvial correspond à la culture de riz où l'alimentation en eau de la plante est assurée seulement par les pluies. Elle n'exige pas d'aménagements coûteux comme pour la riziculture irriguée. Elle peut être réalisée sur des reliefs divers, terres de plaine ou de plateau, terres en pente de colline ou de montagne mais sous un climat tropical. Elle exige pourtant des sols à bonne capacité de rétention d'eau, des pluies régulières et bien réparties tout au long du cycle végétatif, des semences adaptées et améliorées, de fertilisation importante, des techniques culturales appropriées et un précédent cultural différent pour réussir⁵⁸. Elle procure pourtant un rendement assez élevé, 2,5T/Ha. Cf. Tableau 3.

Dans les deux systèmes de riziculture, l'Etat et les techniciens ont des rôles importants dans la diversification des techniques modernes. Ils doivent chercher des techniques adaptées à chaque région, techniques qui visent à améliorer et à sécuriser la production tout en préservant l'environnement. Ces techniques doivent aussi répondre à la gestion des ressources naturelles, à la réduction du coût supporté par les paysans et à la réduction de la pénibilité de leur travail. La conception des techniques culturales doit tenir compte de l'aspect culturel des paysans, du relief, du climat et de l'hydrographie de chaque région pour que la population rizicole se sente impliquée dans le système de production. Une fiche technique devrait être distribuée auprès des riziculteurs avec toute sorte de sensibilisation comme le cas de « Volyvarin-dRajao ». Pour

⁵⁷ CIRAD: « Le RIZ qui nourrit le monde », Février 2002.

⁵⁸ Fiche technique de base destinée aux techniciens agricoles, MAEP

assurer la vulgarisation des techniques modernes et adaptées à chaque région, l'adoption des textes juridiques appuyant leur application est recommandée. En fait, jusqu'à maintenant, Madagascar ne dispose pas encore de textes juridiques attestant la production de riz, les normes y afférentes, les conditions de production comme le cas des autres cultures telles que le tabac ou la tomate par exemple. Une fois acquises par les riziculteurs, ces techniques ne doivent pas faire l'objet de changement fréquent pour stabiliser et rendre durables les acquis des paysans.

b) Lutte contre les maladies, les ennemis du riz et l'invasion acridienne

L'effort mené pour augmenter la production pourra être réduit à néant si l'effort dans la lutte contre les maladies, les ennemis du riz et l'invasion acridienne n'est pas renforcée. Par exemple, l'application d'un SRI permet normalement d'obtenir un rendement de 7T à l'hectare. S'il n'y a pas de lutte préventive contre les maladies, les ennemis du riz et les criquets, il y aura une forte probabilité que cet objectif ne soit pas atteint.

Les maladies telles que le « menalavitra » noircissent et pourrissent rapidement les graines. L'arrachage et le brûlage des plants attaqués en constituent un traitement immédiat de peur de contaminer les autres. Une lutte préventive est préconisée pour maintenir le niveau de production attendu. Cette prévention consiste à traiter les semences avec des fongicides.

Les ennemis du riz sont surtout les rats et l'hétéronychus. Les rats ont coupé et rongé les tiges et les épis, alors que les hétéronychus ont coupé les collets entraînant par la suite la mortalité de la plante. Les dégâts causés par ces ennemis ne peuvent être traités; la lutte préventive est importante pour maintenir le rendement escompté. Le nettoyage des environs de la rizière n'attire pas beaucoup les rats. Les appâts empoisonnés et les raticides constituent des meilleurs moyens pour chasser les rats de la pépinière ou de la rizière. Quant aux deuxièmes types d'ennemis, l'épandage des décis EC 25 et de la poudre de graine de mures constitue une lutte préventive des ennemis du riz.

Enfin, la lutte antiacridienne doit être menée toute l'année. Selon le Ministre de l'Agriculture, « L'invasion acridienne est grave mais c'est loin d'être catastrophique »⁵⁹. En 2012, 250 000 Ha ont été infestés par les criquets alors qu'en 1996, les criquets envahissent plus de 2 000 000 Ha de terrains. L'Etat doit inciter le Centre National Antiacridienne ou CNA à

⁵⁹ Midi Madagascar n° 8855: « Lutte anti-acridienne »

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

déployer de bonnes stratégies de lutte contre l'invasion acridienne, avec la découverte des produits y afférents, tout en conservant à la fois la riziculture et l'environnement. L'objectif de cette lutte n'est toutefois la suppression des criquets mais d'atteindre un seuil de tolérance acridien normal. La lutte contre les criquets permet d'abord de maintenir un rendement rizicole élevé, puis de rassurer et d'encourager les paysans à produire davantage, ce qui permet d'accroître la production.

L'extension des terres cultivées de riz grâce aux réformes agraires et réformes foncières, l'utilisation des progrès techniques en agriculture et l'adoption d'un système de riziculture moderne et adapté à la culture des paysans permet d'accroître le niveau de production rizicole. Il reste à savoir si les paysans arrivent à écouler sur le marché le surplus de leur production.

Section 2 : Les moyens pour faciliter la commercialisation du riz

En supposant que la production du riz dans les zones de production augmente, le principal souci est maintenant l'écoulement du surplus de la production. Lors du contact auprès du ministère de l'Agriculture, on a évoqué que ce qui décourage les paysans à produire plus c'est la faiblesse du prix du riz ou l'insuffisance des collecteurs à cause de l'enclavement de la zone. Pour assurer ainsi la commercialisation des produits et le maintien du prix du riz à un niveau normal, le désenclavement des zones productrices et la facilitation de la distribution et des exportations s'avèrent indispensables.

1) Désenclavement des zones productrices

L'enclavement des zones productrices constitue l'une des contraintes principales du développement de la riziculture des pays sous-développés comme Madagascar. Ainsi, la construction des infrastructures et l'introduction d'unité de transformation des paddy contribuent au désenclavement de ces zones.

a) Réhabilitation ou construction des infrastructures routières

A Madagascar, le taux d'enclavement des communes qui s'élève à 63% reste très élevé. Autrement dit, 63% des communes ne peuvent pas vendre facilement leur production sur les marchés extérieurs. L'amélioration des infrastructures routières semble être indispensable pour l'amélioration du commerce de riz. Des routes en bon état permettent d'accélérer les échanges entre les producteurs et les commerçants. Elles permettent de limiter l'usure du matériel de transport et de diminuer leurs dépenses en carburant et en matériels de maintenance en cas de panne, charges que les transporteurs ont incluses dans le coût de transport. Par conséquent, la route fait baisser le coût du transport des paddy vers les marchés extérieurs. En outre, elle facilite l'introduction des progrès techniques dans ces zones. En effet, la mécanisation agricole et la fourniture en engrais semblent difficiles sans les réseaux routiers. Une autre conséquence très favorable de la construction de routes est l'arrivée de nombreux collecteurs, le pouvoir du marché est ainsi affaibli. Il est fort probable que la vente de paddy devient un bon rémunérateur des riziculteurs, du fait que la concurrence entre les collecteurs pourrait s'intensifier et que les producteurs auraient un certain pouvoir d'imposer leur prix.

« Dans les pays développés, l'équipement routier a suivi le développement économique alors que dans les pays sous-développés, la route précède le développement et en est l'instrument fondamental »⁶⁰. Explicitement, la construction des routes répond à la volonté, que ce soit de l'Etat ou des opérateurs économiques, de mettre en valeur les ressources potentielles des régions en leur offrant une opportunité de trouver des débouchés.

La construction des routes est pourtant onéreuse, ce qui implique la responsabilité de l'Etat. Pour assurer le plein d'emploi dans le milieu rural, il peut intégrer les inactifs majeurs. Pratiquement, en raison des ravinements de la pluie dans le pays comme le nôtre, les routes ont besoin d'entretiens périodiques. Cette tâche doit être attribuée aux ruraux sans emploi après avoir suivi des formations et doté des matériels nécessaires.

Pour assurer encore plus ce plein emploi, l'introduction des unités de transformation des paddy au niveau local semble nécessaire.

b) Transformation des paddy dans les zones productrices

Pour que la production de riz bénéficie davantage aux ruraux, la transformation des paddy devrait être effectuée au niveau local, dans les zones de production, avant de commercialiser dans les marchés extérieurs. Les activités de décorticage ou d'usinage sont des activités qui peuvent être bien pratiquées dans les zones de production. Elles permettent de plus d'atteindre un plein emploi dans les milieux ruraux. Rappelons que le taux d'activités est de 64,6% dans les milieux ruraux.⁶¹ La transformation des paddy au niveau local diminue également les coûts de transport d'environ 30 à 45%. En effet, au lieu de transporter 1000 kg de paddy par exemple, il reste à transporter 5500 à 7000 kg de riz décortiqué ou blanchi. Les sons et les pailles serviront à nourrir les bétails dont l'élevage reste une activité rurale.

La transformation des paddy nécessite toutefois des investissements auprès des opérateurs économiques. L'augmentation de la production constitue un enjeu pour les opérateurs économiques. La rizerie ou toute autre forme d'unité de transformation doit être ainsi implantée dans les milieux ruraux. Pour faciliter ces investissements, l'Etat doit assurer l'électricité, la sécurité et la formation des ménages ruraux dans les zones productrices. L'Etat doit aussi

⁶⁰ Ambrosi et al. : « Economie contemporaine », Tome 3: Aspects géographiques, page 97

⁶¹ INSTAT, EPM 2010, Rapport principal

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

règlementer les activités de décortilage et d'usinage afin de respecter des normes de qualité en matière de décortilage et d'entreposage. Les opérateurs économiques dans la transformation depaddy et même dans la distribution doivent disposer des licences pour pouvoir exercer de telles activités et ce, en vue de rendre professionnelle la filière Riz.

La construction des routes contribue directement au désenclavement des communes mais la transformation des paddy dans les zones productrices engendre l'électrification et la sécurisation par la gendarmerie nationale dans les zones rurales.

Le désenclavement des zones productrices permet en général de connecter les deux secteurs: secteur urbain et secteur rural, ce qui atténue la désarticulation de l'économie malgache. Pourtant, la construction des routes et l'implantation des unités de transformation des paddy dans les zones rurales ne bénéficient pas les ménages ruraux si le commerce de riz ne s'intensifie pas. De plus, ils seront victimes de la surproduction du riz.

2) Intensification de la commercialisation du riz

L'intensification du commerce est une des priorités pour accroître la valeur ajoutée agricole. Les acteurs de la filière Riz en sont concernés, étant donné que la commercialisation du riz est soumise à une libre compétition entre les secteurs privés⁶². La stabilisation du prix du riz sur le marché ainsi que la relance de son exportation pourraient intensifier progressivement le commerce de riz.

a) La stabilisation du prix du riz et l'intégration de la filière Riz dans l'industrie

Il fait partie des contraintes au développement de la filière Riz l'inaccessibilité à ce produit, économiquement et physiquement. Ces deux types d'inaccessibilités se renforcent dans les zones non productrices, c'est pourquoi le prix de riz varie énormément d'une région à l'autre. Par exemple, le prix du riz dans la région d'Androy, une région dont la production rizicole constitue seulement 0,1% de la production nationale alors que sa près de 2,7% ⁶³de la population y vivent, est de 1094Ar/kg en Juin 2011⁶⁴. Ce prix est de 815Ar/kg pour la région de Sofia qui

⁶² Décret n° 83-191 du 27 Mai 1983 relatif à la commercialisation des paddy, riz et ses dérivés

⁶³ Ces pourcentages de la population sont calculés à partir des estimations de la population, INSTAT 2004

⁶⁴ Information hebdomadaire de l'Observatoire du Riz Madagascar n° 256.

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

détient les 12,7% de la production nationale, et où habitent près de 5,5% de la population.

La cause de l'inaccessibilité physique réside essentiellement dans la spéculation des stocks de riz et de la dégradation des routes dans les zones non productrices, mise à part l'insuffisance de la production. Pour rendre donc accessible ce produit à la population entière, la mise en place des grands entrepôts par région voire par district est une meilleure solution. Des stocks de sécurité y sont constitués afin de pallier tout aléa de livraison. En même temps, la collectivité locale doit avoir des indicateurs sur les besoins journalier de la population et sur la quantité de riz livré journalièrement dans le district ou dans la ville. Ces indicateurs permettent aux commerçants de mieux situer l'approvisionnement en riz devant être effectué dans le but de mieux gérer leur stock: « ni surstockage, ni rupture de stocks ». Si les commerçants sont de mauvaise foi, c'est-à-dire s'ils veulent spéculer les riz pour pouvoir les vendre à un prix élevé pendant la période de soudure ou pendant la période cyclonique, les stocks de sécurité seront ainsi écoulés sur le marché pour parer à la pénurie et pour assurer ainsi une consommation régulière⁶⁵ et surtout pour stabiliser le prix. Ces stocks peuvent aussi servir à se prémunir contre les aléas de livraison ou pour parer aux aléas de consommation pendant la période où la demande en riz est très forte (festivités). Les avantages de la mise en place des entrepôts par district et de la constitution des stocks de sécurité sont multiples: l'achat de ces stocks par l'Etat génère des revenus pour les producteurs, la gestion de ces entrepôts engendre des emplois, la constitution des stocks de sécurité assure la stabilité et la disponibilité permanente du riz sur le marché. Cette disponibilité permanente du riz sur le marché permet de stabiliser le prix du riz.

Outre la stabilisation du prix du riz, l'Etat doit stimuler la recherche et les investissements dans les activités industrielles qui peuvent utiliser le riz comme principale matière première. A part l'alimentation humaine, le riz sert à préparer de l'alcool, de l'amidon, du glucose, de l'acide acétique et du vinaigre, de l'acétone, de l'huile, des produits pharmaceutiques, des produits agroalimentaires, des vitamines. Cette utilisation du riz dans le secteur industriel demande d'investissements importants et sa mise en œuvre pourrait réduire le sous-emploi dans les milieux urbains et augmenter ainsi le taux d'industrialisation.

⁶⁵Zermati Pierre: « La pratique de la gestion des stocks », page 1.

Cette stabilisation du prix du riz sur le marché ainsi que l'intégration du produit dans le secteur secondaire permet d'intensifier le commerce de riz au niveau local. Ce commerce pourra s'intensifier davantage en relançant l'exportation de riz.

b) Faciliter les procédures d'exportation

L'orientation de la production riz vers l'exportation est bénéfique pour Madagascar, pour les opérateurs économiques et les producteurs. L'Etat joue un rôle important dans la relance de cette exportation du riz comme la facilitation des procédures d'exportation et la signature des accords de partenariat avec des pays qui en ont besoin.

La relance de l'exportation exige d'abord la connaissance de la situation alimentaire des pays, de leurs besoins en termes de qualité et de quantité (le riz rose exporté vers les Etats-Unis), et de leur système fiscal et douanier. Ensuite, l'Etat négocie avec ces pays l'acquisition de débouchés avec des avantages tarifaires et douaniers en signant des accords contenant des conditions exceptionnelles. Les contrats d'Etat à Etat nous permettent de garantir leurs débouchés comme leurs approvisionnements et de limiter les perturbations monétaires. Enfin, une fois signés ces accords, l'Etat confie à des secteurs privés l'activité d'exportation si ces derniers remplissent les conditions exigées par l'Etat.

L'Etat peut aussi négocier, dans les relations bilatérales ou multilatérales, la vente du riz auprès des organismes internationaux tels que le FAO et le PAM pour que ces derniers l'utilisent dans le cadre d'une convention relative à l'aide humanitaire à Madagascar ou dans d'autres pays souffrant la sous-alimentation.

Dans les deux précédentes sections, nous venons de proposer des techniques pour augmenter la production de riz et pour intensifier sa commercialisation. A titre de rappel, il existe trois catégories de techniques, qu'on veut se servir isolément ou simultanément, pour augmenter la production: l'extension des terres cultivées de riz, l'adoption d'un système de production moderne et adapté, l'utilisation des meilleurs intrants agricoles tels que les semences, les engrais et les matériels agricoles mécaniques. Toutefois, le maintien des objectifs escomptés dans ces trois techniques ne sera atteint qu'en luttant contre les maladies, les ennemis et les insectes qui détruisent les plants. La question se pose maintenant: Qui finance quoi? Ces techniques ne seront réalisables qu'à condition qu'il y ait un financement et une stratégie déployée pour promouvoir la riziculture.

Section 3 : Les stratégies déployées pour promouvoir la filière Riz

Par rapport à ces techniques de production et à ces moyens d'intensification du commerce, la promotion de la filière Riz nécessite des investissements importants. Ces investissements relèvent à la fois du public (l'Etat et la collectivité locale) et du privé (les producteurs et les commerçants). Que ce soit l'Etat ou les producteurs, ils ont besoin de financement pour réaliser leurs programmes. C'est pourquoi, les partenaires techniques et financiers entrent en jeu dans la promotion de la filière Riz. Les stratégies que l'on peut adopter pour promouvoir la filière Riz sont la participation de ces trois acteurs dans le financement et le regroupement des petits exploitants dans une coopérative.

1) Subdivision du financement du monde agricole entre plusieurs acteurs

Pour qu'il y ait une promotion rapide de la filière Riz, chacun des producteurs, de l'Etat et des partenaires étrangers doit participer à un type de financement. L'Etat et ces partenaires coopèrent généralement à travers des projets pour respecter le désengagement de l'Etat dans les activités économiques. La participation de l'Etat dans le financement de la riziculture se réalise par le soutien budgétaire de la filière Riz.

a) Le soutien budgétaire

La politique agricole de Madagascar est appuyée par un soutien financier qui doit être tracé dans la loi de finances. Ce budget doit contribuer au financement des programmes ou des activités dont les ménages ne supportent pas leurs coûts et dont l'avantage de leurs réalisations bénéficie à la collectivité.

Ainsi, l'aménagement de la maîtrise de l'eau ou la mise en place des systèmes d'irrigation fait partie des stratégies de développement de la riziculture. Le système d'irrigation, composé de barrages, de diguettes, de drain et des canaux, génère de gros investissement alors qu'il bénéficie d'une large surface de rizières.

L'Etat doit aussi allouer un budget pour stimuler la recherche en riziculture, en vue d'améliorer davantage les rendements rizicoles et de préserver l'environnement. Le fruit d'une telle recherche onéreuse sera ensuite vulgarisé à tous les producteurs.

La mécanisation de la riziculture fait partie des techniques pouvant accroître la production rizicole. L'acquisition de telles machines nécessite un fonds important alors que l'utilisation ne se

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

partage pas entre plusieurs producteurs indépendants. Ainsi, pour favoriser et élargir la mécanisation, l'Etat peut allouer un budget visant à subventionner une partie de l'acquisition des matériels agricoles jugés coûteux tels que les tracteurs, les motoculteurs, les pulvérisateurs.

La construction des routes facilite l'écoulement des produits vers le marché. C'est l'Etat seul, en coopération avec les partenaires étrangers, qui peut la réaliser vu la cherté de la construction des routes. La construction de routes doit être une priorité du Ministère des travaux publics sans laquelle l'agriculture sera asphyxiée. L'existence d'une telle construction est bénéfique pour un bon nombre de personnes, aussi bien pour la campagne que pour la ville.

La mise en place des entrepôts et la constitution des stocks de sécurité doivent être tracées dans le budget de l'Etat au lieu d'en importer. Celle-ci bénéficie à l'ensemble de la population voire l'Etat du fait que l'instabilité du prix de riz et la pénurie de riz sur le marché risquent de déstabiliser les institutions politiques.

Enfin, la négociation des marchés internationaux dans la recherche de débouchés et de conclusion des accords de partenariat relève de la compétence de l'Etat. La découverte de marchés internationaux bénéficie généralement aux opérateurs économiques.

b) La participation des partenaires techniques et financiers ou PTF

Certes, ils ont déjà apporté leur contribution en cas de déficit budgétaire dans la loi de finances, les PTF devraient appuyer les moyens indirects visant à améliorer la riziculture. Généralement, les PTF peuvent soutenir la formation des paysans à travers des ONG (organisations paysannes) et la finance rurale⁶⁶ (les Institutions de la Micro Finance).

La rémunération des techniciens qui assureront la formation des paysans ainsi que les dépenses et indemnités y afférentes réduit énormément les revenus de ces derniers si elles sont imputées dans le coût de production. Par ailleurs, ce sont généralement les ONG qui dispensent ces formations et non l'Etat. Ainsi, les PTF fournissent les budgets nécessaires. A Madagascar, l'AFDI, le FIDA, l'UE et le JICA en constituent les principaux bailleurs.

⁶⁶ La finance rurale englobe les activités des établissements financiers formels et informels, petits et grands, qui fournissent des services à petite échelle aux ruraux pauvres, ainsi que des services financiers à plus grande échelle aux entreprises agro-industrielles et d'autres petites et moyennes entreprises rurales.

La finance rurale est aussi importante dans la réalisation des programmes rizicoles. En effet, pour améliorer la production rizicole en utilisant l'une de ces trois catégories ou la combinaison de ces techniques, un investissement initial et éventuellement un crédit annuel s'avèrent nécessaires. Comme le système bancaire n'est pas réservé aux pauvres, la promotion de la finance rurale sera donc un outil essentiel pour le développement rural et pour financer la riziculture. Pratiquement, les PTF peuvent transférer auprès des IMF des fonds agricoles qui serviront des crédits agricoles pour financer toutes les activités durant le calendrier cultural. La spécificité de ces crédits doit être le niveau faible du taux d'intérêts ainsi que l'absence du taux de garantie.

c) Les crédits agricoles

L'acquisition des moyens directs susceptibles d'augmenter la production ainsi que les dépenses durant la campagne relève de la participation des paysans. Nous pouvons en citer entre autres l'aménagement des sols, l'achat des semences de qualité, des engrais et des produits phytosanitaires, le paiement d'une partie des matériels agricoles modernes non subventionnée et le paiement de toute sorte de main d'œuvre (préparation des sols, repiquage, entretiens et soins, récolte, etc.). Si les paysans ne disposent pas des moyens financiers, le recours au crédit agricole ne leur échappe pas. Il faut distinguer le crédit à court terme pour s'approvisionner en intrants agricoles et pour payer les mains d'œuvre et les dépenses diverses, et le crédit à long terme pour acquérir les matériels. Cette distinction permet de mieux calculer le coût de production des paddy avant de les vendre à quiconque.

La subdivision du financement de la production agricole permet d'alléger les coûts supportés par les producteurs pour stimuler leur production. En plus du « financement », l'élément clé de la promotion de la filière Riz est l'« organisation ». Cette organisation intègre plusieurs domaines visant à protéger les intérêts des paysans. L'organisation peut se réaliser en regroupant les producteurs de riz dans une coopérative assistée par un technicien permanent.

2) Regroupement en « coopérative », droits et obligations des membres

Le regroupement des paysans dans une « coopérative » pourra mieux organiser la production rizicole. Une telle organisation renforcerait la capacité des paysans et contribuerait à leur autonomie financière. La constitution ainsi que la gestion de cette coopérative peut être assimilée à une société de personnes. Ainsi, dans une coopérative, les facteurs de production

(particulièrement les terres) sont mis en commun et où les paysans détenteurs d'une parcelle de terres sont les membres. Ils sont soumis à des droits et obligations.

a) Droits des paysans adhérents

Premièrement et essentiellement, les paysans membres d'une coopérative ont droit à une formation sans laquelle les efforts d'amélioration de la riziculture seront vains. Cette formation peut couvrir de nombreux domaines tels que l'alphabétisation, la formation agricole, les astuces en santé et en alimentation.

L'alphabétisation (savoir lire, écrire et faire un calcul) permet aux paysans de comprendre la gestion de la coopérative, les manuels d'utilisation des matériels agricoles, les procédures d'accès à un crédit, les contenus des contrats de financement, le calcul du coût de production des produits et enfin pour poursuivre les actualités dans les journaux quotidiens. Le taux d'alphabétisation est encore faible dans les milieux ruraux, 53,2% et surtout au niveau des exploitants agricoles, 47%.⁶⁷

La formation agricole concerne plutôt la pratique des techniques d'amélioration de la production. Le formateur oriente les paysans dans les itinéraires à suivre dans un système de production (SRI ou SRA). Il leur enseigne aussi l'utilisation rationnelle des semences, des engrais et des produits phytosanitaires pour éviter tout manque ou excès lors du semis et de l'épandage. Enfin, il oriente les paysans dans l'utilisation des matériels mécaniques. En général, le formateur mène les paysans dans la pratique des étapes à suivre affichées dans une fiche technique de production rizicole. Les paysans apprennent les techniques sur terrain sans aller à une formation professionnelle, ils bénéficient du « learning by doing ».

Enfin, dans le cadre du droit à la formation, le formateur doit donner des astuces aux paysans pour l'amélioration de leur état de santé et de leur alimentation. Ceux-ci sont très importants du fait que s'ils tombent malades, la production pourrait être paralysée. Il doit en priorité leur montrer l'intérêt de la santé dans la production, un meilleur état de santé qui exige un équilibre entre le travail, l'alimentation saine et le repos.

En somme, l'éducation et la santé jouent un rôle important dans la production pour promouvoir la filière Riz. Elles sont des facteurs exogènes du développement économique selon

⁶⁷ Ministère de l'Agriculture: « Etude sur la formation agricole à Madagascar: état des lieux et plan d'action », Rapport final en février 2008.

la théorie de la croissance endogène. Selon Spinoza, « le savoir est le seul bien qui ne diminue pas quand on le partage » et donner une formation aux paysans est une action plus pérenne que de leur donner à manger (aide alimentaire) selon l'interprétation du proverbe chinois « donne un poisson à un homme, il mangera un jour; apprends-lui à pêcher, il mangera toute sa vie.

Deuxièmement, comme les associés d'une société, les paysans ont accès à toute information de la coopérative et ils peuvent participer à la prise de décision. Ils doivent aussi bénéficier d'une part de la production pour couvrir sa consommation avant de la vendre, tout en bénéficiant de la rémunération s'ils sont impliqués dans le processus de production. Après déduction de toutes charges et affectations, les bénéfices restants résultant de la vente des paddy sont distribués aux paysans au prorata de la surface de leur terre. Par exemple, Rakoto, Rabe et Rasoa disposant respectivement 5ha, 3ha et 2ha, sont membres d'une coopérative. La vente annuelle des paddy procure à cette coopérative un revenu de Ar 10 000 000 après déduction de toutes charges et affectations. Ce revenu sera distribué au prorata de la surface de la terre mise en commun, soit 5/10, 3/10, 2/10. Ainsi, Rakoto, Rabe et Rasoa reçoivent respectivement une somme d'Ar 5000 000, Ar 3000 000 et Ar 2000 000.

Le dirigeant de la coopérative, le technicien-formateur, doit être donc quelqu'un de professionnel qui accompagne jour et nuit les paysans pendant une durée déterminée. Outre la formation, il doit être quelqu'un qui connaît la finance et la comptabilité en vue de la perspective de croissance de la coopérative. Les paysans comme le dirigeant doivent se soumettre aux obligations de la coopérative.

b) Les obligations des paysans adhérents

Pour le bon fonctionnement de la coopérative, la première obligation des paysans est de laisser librement sa terre au service de cette dernière durant la durée fixée par le contrat. Non seulement la terre, mais aussi tous les autres facteurs de production.

Il doit aussi suivre les directives et les itinéraires menés par le dirigeant. Cela n'écarte pas la discussion sur la mise en œuvre d'une activité du fait que les paysans ont droit à la prise de décision. Pour pouvoir influencer les paysans dans l'amélioration de la production, le dirigeant comme son nom l'indique, doit mieux diriger son équipe en ayant un bon style de communication et de leadership. En général, il doit être un vrai manager qui sait d'abord planifier et organiser l'activité agricole de la coopérative, ensuite diriger son équipe, et enfin, contrôler les activités et

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

l'équipe et en prendre des mesures correctives, si les objectifs escomptés ne sont pas atteints ou des mesures de consolidation pour capitaliser les acquis.

En plus de cette qualité de manager, il doit maîtriser la finance et la comptabilité pour connaître la situation financière de la coopérative et pour envisager les perspectives de croissance de cette entité. Il peut persuader les paysans à affecter une partie des bénéfices d'un côté à la dotation aux amortissements et d'autre côté à la constitution des réserves; l'autre partie, appelée « dividendes » en droit de société, sera distribuée entre eux.

Prenons un exemple, l'exploitation rizicole de la coopérative « 3R » regroupant Rakoto, Rabe et Rasoa engage un coût de production de Ar 20 000 000 sans tenir compte de la dotation aux amortissements qui s'élève à Ar 2 000 000, une charge non décaissable. En ajoutant cette charge au coût de production, ce dernier devient Ar 22 000 000. La vente de la production, mise à part la production consommée par les paysans, se chiffre à Ar 35 000 000. Ce montant sert d'abord à payer les dépenses de production ou rembourser les crédits y afférents, évalué à Ar 20 000 000. Le flux net de trésorerie s'élève alors Ar 15 000 000 qui se répartit comme suit: une dotation aux amortissements de Ar 2 000 000, une réserve de Ar 2 000 000, une prime de Ar 1 000 000 pour le dirigeant et des dividendes de Ar 10 000 000 pour les paysans⁶⁸.

La dotation aux amortissements « industriels » sert à prévoir le remplacement des matériels qui se déprécie dans le temps par suite d'usure ou en raison du progrès technique et technologique. La réserve sert, quant à elle, à constituer des fonds dans un but de prévoyance ou d'extension de l'exploitation rizicole. Pour la bonne gestion de ces fonds, ce sera mieux que ces fonds soient déposés ou épargnés dans les institutions de microfinance. Ces fonds permettent aux producteurs de sortir de la dépendance financière des bailleurs de fonds et d'étendre les activités des paysans par l'« autofinancement ».

Après avoir vu les techniques d'amélioration de la production rizicole, les moyens d'intensification de sa commercialisation et les stratégies de financement de la riziculture, nous allons maintenant analyser les enjeux de cette promotion de la filière Riz sur la sécurité alimentaire, le développement rural et l'économie générale.

⁶⁸Tous ces chiffres sont pris d'une manière aléatoire.

CHAPITRE II : ANALYSE DES ENJEUX DE LA PROMOTION DE LA FILIERE RIZ DANS LE DEVELOPPEMENT

Avant d'analyser ce que l'on peut gagner ou ce que l'on perd de la promotion de la filière Riz, nous allons émettre des hypothèses sur lesquelles reposent l'analyse de ces enjeux.

Hypothèses:

- 1) L'Etat et les partenaires techniques et financiers acceptent comme politique de développement rural la promotion de la filière Riz.
- 2) Les paysans approuvent les techniques et l'organisation apportées à la riziculture.
- 3) On adopte la stratégie d'intensification de la culture de riz, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'extension des terres pour cultiver du riz et 25% des terres actuellement cultivées de riz sont concernées par la politique pendant la première période d'application de la politique.
- 4) Le tableau 5 ci-après nous montre la comparaison de la production et des revenus de deux zones: l'une, 25% de zones rizicoles, est privilégiée par la politique de promotion de la filière Riz pendant la première période et l'autre, 75% des terres rizicoles, attendant la deuxième période, reste exploitée comme auparavant. De ce tableau, nous avons émis des sous hypothèses:
 - ✓ Les terres sont réparties proportionnellement entre les petits exploitants. Ainsi, 25% des terres cultivées de riz sont exploitées par les 25% des exploitants rizicoles.
 - ✓ La population rizicole reste échangée, soit 2000 000 exploitants rizicoles, est répartie proportionnellement entre les zones de production. Ainsi, 25% de la population vivent dans les 25% des zones de production de riz.
 - ✓ Le système de production utilisé dans le programme est le SRI procurant un rendement de 6 à 7T/ha selon le CIRAD, soit en moyenne 6,5T/Ha alors qu'en moyenne le rendement de la production de riz à Madagascar est de 3,62T/Ha.
 - ✓ L'utilisation des semences améliorées nous permet de cultiver et de récolter deux fois en année exactement, alors qu'en général deux cycles dépassent une année à Madagascar. Voir **annexe 6 sur le calendrier cultural**.
 - ✓ La consommation moyenne en riz usiné est celle de l'INSTAT, soit 98kg par tête, soit 146kg de paddy. Cette consommation est utilisée pour les deux zones pour calculer l'autoconsommation.

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

- ✓ Le taux de pertes diminue pour atteindre un niveau de 5% grâce à l'utilisation des produits phytosanitaires alors qu'il reste 15% en général.
- ✓ Chaque tonne de paddy est vendue à Ar 300 000 de plus du coût de production (y inclus la consommation en intrants agricoles, la somme des salaires journaliers de toute sorte de main d'œuvre, la prime accordée pour le dirigeant, les dotations aux amortissements, les intérêts du crédit bancaire, les impôts fonciers, les droits et taxes liés à l'exploitation rizicole...). Le compte à rebours, à partir du revenu tiré de l'exploitation rizicole qui est de Ar 153 000 par an pour les ménages rizicoles⁶⁹, nous permet de dégager que le bénéfice tiré de la vente d'une tonne de riz varie autour de Ar 180 000, soit 180Ar/kg de paddy vendu.

Tableau 5: Comparaison de la production et des revenus des zones cibles et non cibles de la politique de la promotion de la filière Riz

Terres cultivées de Riz en 2015 (Ha)= celles en 2010	1 307 040	
RESULTAT ATTENDUS EN 2015	ZONES CIBLES	AUTRES ZONES
Pourcentage des zones	25%	75%
surface de terres	326 760	980 280
Rendement du SRI T/Ha	6,50	
Rendement moyen des systèmes de riziculture T/Ha		3,62
Récolte/an	2	1
Production par zone (tonnes)	4 247 880,00	3 548 613,60
Production totale	7 796 494	
Population rizicole en 2015	16 637 960	
Population rizicole par zone	4 159 490	12 478 470
Consommation par tête (en tonne de paddy)	0,146	0,146
Autoconsommation (en tonnes)	607 286	1 821 857
Taux de Pertes de production et sélection de semences	5%	15%
Pertes et semences (en tonnes)	212 394	532 292
Production marchande (en tonnes)	3 428 200	1 194 465
Bénéfice net escompté par tonne de paddy vendus (en Ariary)	300 000	192 136
Bénéfice net global (en Ariary)	1 257 960 139 619	
Bénéfice net par zone (en Ariary)	1 028 460 139 619	229 500 000 000
Exploitants rizicoles	2 000 000	
Nombre d'exploitants par zone	500 000	1 500 000
Bénéfice net par exploitant par zone (Ariary)	2 056 920,28	153 000,00

Source: propre calcul de l'impétrant

A partir de ces hypothèses émises, nous allons montrer les impacts directs de la promotion de la filière Riz sur la sécurité alimentaire et sur le développement rural tout en proposant une démarche ou une condition pour atteindre pleinement ces derniers. En troisième section, nous

⁶⁹ EPM 2010, Rapport principal, page 8.

allons analyser les grands impacts positifs et négatifs de la filière Riz sur l'économie générale de Madagascar.

Section 1 : Impacts de la promotion de la filière riz dans la lutte contre l'insécurité alimentaire

La sécurité alimentaire ne concerne pas seulement la gestion de crise mais elle fait partie intégrante de la politique de développement⁷⁰. Elle fait appel simultanément à quatre dimensions, globales et individuelles. Elles sont la disponibilité alimentaire en denrées de base et l'amélioration de la stabilité de leur approvisionnement, l'accessibilité et la recherche de la qualité nutritionnelle convenable pour la croissance. Ces deux premières dimensions sont atteintes par la politique de la promotion de la filière Riz et les autres dimensions nécessitent de l'orientation des paysans.

1) Impacts directs de la promotion de la filière riz sur la sécurité alimentaire

a) La disponibilité alimentaire en denrées alimentaires

La disponibilité alimentaire est la disposition d'un pays de ressources suffisantes pour nourrir sa population. Ces denrées sont en général le riz, les huiles alimentaires, le sucre, les protéines etc. Le riz constitue la denrée alimentaire élémentaire du fait que c'est l'aliment de base de la population. En 2015, le nombre de la population malgache est estimé autour de 23 780 761 habitants d'après le calcul⁷¹. Il faut que les principales denrées alimentaires soient disponibles pour l'ensemble de cette population.

Le riz est toujours disponible pour la population rizicole du fait que la politique rizicole lui accorde un avantage particulier: les riziculteurs bénéficient d'une part de la production, une part correspondant à l'autoconsommation, avant de vendre le reste. Pour la population non rizicole, estimée à un nombre de 7 142 801 en 2015, elle a dû acheter du riz au marché. Sa consommation en riz s'élève à 699 995 tonnes avec une consommation per capita de 98kg/an. Cette consommation est pourtant conditionnée par le revenu et le prix. Elle peut s'élever à 145 kg comme le cas de la population habitant autour du Lac Alaotra. Dans ce cas, les besoins en riz peuvent être évalués à 1 035 706 tonnes. D'après le tableau 4, la production de paddy destinée à

⁷⁰ Lettre de Politique de Sécurité alimentaire (LPSA) : « Réduire l'extrême pauvreté et la faim », page 3.

⁷¹ Application du taux d'accroissement naturel de 2,8% à partir de la population en 2010, estimée à 20 713 819 habitants selon la Banque Mondiale.

la vente devient 4 622 665 tonnes après l'enlèvement de l'autoconsommation et les pertes de production estimées. Ces paddy sont transformés en 2 889 166 tonnes de riz usiné. En comparant les besoins et la production disponible, on conclut que le riz est aussi disponible pour la population non rizicole. Il n'est plus question d'importer du riz.

Du point de vue du volume de la production de riz, on peut dire que la disponibilité alimentaire est assurée. Pourtant, le riz ne fournit que 47,8% des apports caloriques des malgaches⁷², soit à peu près la moitié des besoins énergétiques. Il faut ainsi que d'autres denrées soient disponibles.

b) La stabilité de leur approvisionnement

Nous avons déjà évoqué les aléas de la livraison du riz sur le marché, ce qui entraîne l'insuffisance de l'offre et la hausse du prix du riz par la suite (cf. Partie I, Chapitre 2). Ces aléas sont maintenant maîtrisés grâce au désenclavement des zones de production ainsi qu'à la constitution des stocks régulateurs au niveau de chaque district pour prémunir toute sorte de dysfonctionnement du marché. Ainsi, la population peut avoir confiance que les riz sont toujours disponibles et que leur approvisionnement est stable que ce soit pendant les périodes cycloniques et les périodes d'aléas naturels (inondations, sécheresse, invasion acridienne), les périodes de festivité, les périodes de soudure ou pendant les périodes normales. Elle peut s'assurer aussi que les prix du riz sur le marché sont aussi stables que leur approvisionnement.

Le désenclavement des zones de production, via la construction des routes, intensifie les échanges interrégionaux. Il permet non seulement l'approvisionnement du riz vers les autres zones mais aussi les échanges de denrées alimentaires (viande, légumes, fruits, sucre) entre elles.

En résumé, la promotion de la filière Riz, aperçue par la hausse de la production et la construction des infrastructures routières, permet d'assurer la disponibilité alimentaire et la stabilité de l'approvisionnement de ces produits alimentaires.

Ces deux dimensions ne suffisent pas pourtant pour dire que l'insécurité alimentaire a été surmontée. La consommation de riz seulement ne permet pas d'atteindre la sécurité alimentaire, il faut que les denrées alimentaires soient accessibles et que ces dernières présentent des éléments

⁷² Commodity market review 2005-2006, FAO : "Sensitive and special products- a rice perspective", page 49-71

nutritionnels convenables à la croissance de l'individu. Ces deux dimensions ne sont atteintes que lorsque les revenus sont augmentés et orientés vers les aliments à haute valeur nutritionnelle.

2) Effets induits par la promotion de la filière Riz sur la sécurité alimentaire

D'après le tableau 4, les revenus des riziculteurs bénéficiés de la politique se voient à la hausse. En effet, d'après l'INSTAT, la vente de riz ne procure qu'un revenu maigre d'Ar 153 000 par an par ménage. Ils peuvent gagner annuellement un revenu net d'Ar 2 056 920 en adhérant dans une coopérative. En plus de ce revenu et de la part de production consommée, ils reçoivent individuellement des salaires journaliers. En somme, la promotion de la filière améliore les revenus des riziculteurs. Cette hausse de leur revenu induit l'atteinte des deux autres dimensions individuelles de la sécurité alimentaire.

a) L'accessibilité à la nutrition

Auparavant, les ruraux souffrent de la sous-alimentation due à la double inaccessibilité : inaccessibilité physique et inaccessibilité économique. La première inaccessibilité est dépassée par le désenclavement des zones de production cibles du programme. L'amélioration de l'état des routes voire la construction des routes permet à la population locale de s'approvisionner en toute sorte de produits alimentaires. La deuxième inaccessibilité est surmontée grâce à l'amélioration des revenus des paysans. Ils peuvent désormais acheter de la viande, d'huiles alimentaire, du sucre, des légumineux et des légumes, des fruits, du lait et des œufs. Si un des produits alimentaires élémentaires disparaît sur le marché rural, les commerçants peuvent en commander facilement et rapidement en provenance d'autres régions.

Il se peut que les riziculteurs n'accroissent pas immédiatement le budget alloué à la consommation du fait qu'ils ont en général d'autres priorités que l'alimentation. Dans ce cas, il relève de la responsabilité du dirigeant de la coopérative et des ONG de leur faire connaître la nécessité d'augmenter la propension moyenne à consommer (PMC) pour éviter la sous-alimentation (ressources énergétiques insuffisantes pour faire face aux dépenses énergétiques nécessaires à la culture de riz) et la malnutrition. Cette dernière constitue en général le problème de la population malgache. En effet, la malnutrition freine la croissance normale du corps, ce qui oblige la recherche de la qualité nutritionnelle des denrées alimentaires.

b) La qualité nutritionnelle des denrées alimentaires

La qualité nutritionnelle constitue la dernière mais la plus essentielle dimension de la sécurité alimentaire. Cette qualité implique la diversité et l'équilibre des rations alimentaires. En général, la ration alimentaire quotidienne doit contenir des quantités suffisantes de glucides, de lipides, de protéides et de micronutriments (vitamines A, B, C, fer, fluor, Calcium). « Il ne suffit pas de manger à satiété, il faut aussi se soucier de la qualité des apports nutritifs... pour parvenir à la complète sécurité alimentaire »⁷³

Les trois premières dimensions de la sécurité alimentaire suscitées conditionnent cette dernière dimension. En effet, si les denrées de qualité ne sont pas disponibles et/ou si leur approvisionnement est aléatoire, si les paysans n'ont de revenus accessibles à ces denrées, la consommation des denrées alimentaires diversifiées et équilibrées ne sera pas possible. Or, ces trois dimensions sont satisfaites grâce à la promotion de la filière qui a permis d'augmenter les revenus ruraux. Malgré cela, la réalisation de cet aspect nutritionnel n'est pas automatique. En fait, comme le cas d'augmentation de la dépense de consommation pour se nourrir suffisamment, la recherche et la consommation des rations alimentaires diversifiées et mieux équilibrées devront faire l'objet d'une éducation de base pour les paysans et leurs familles. Cette éducation doit être encadrée par le dirigeant de la coopérative, mais il peut être assisté par les techniciens en nutrition par ceux de l'ONN.

Pour assurer pleinement la sécurité alimentaire, la promotion d'autres cultures pendant les périodes de contre saison, des cultures dans les petits jardins, la promotion d'élevage à petite exploitation s'avèrent nécessaires. La production des aliments à haute valeur nutritionnelle (la pisciculture, la culture de soja, d'haricot, de persil, d'ananambo...) est préconisée du fait que ces aliments sont souvent assez chers sur le marché.

Les ménages rizières cibles se mettent donc à l'abri de l'insécurité alimentaire grâce à l'augmentation des récoltes et le désenclavement des zones. La sécurité alimentaire est l'une des bases du développement rural mais qu'en est-il de ses autres dimensions?

⁷³ Extrait de la déclaration d'Ivohasina Razafimahefa, ancien ministre de l'Economie, du commerce et de l'Industrie lors de la journée nationale de nutrition paru dans le « Bulletin d'information de l'Office National de Nutrition n° 9 » Juin 2008

Section 2 : Impacts de la promotion de la filière riz dans la lutte contre la pauvreté rurale

Notre réflexion sur la pauvreté rurale (cf. Partie I, Chapitre 1) nous permet de distinguer trois principales dimensions de la pauvreté : la pauvreté humaine, la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire. La pauvreté est la mère de la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire est la forme la plus extrême de la pauvreté. Nous avons vu précédemment l'impact de la promotion de la filière Riz dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Nous allons parler maintenant de ses impacts dans la lutte contre la pauvreté matérielle et la vulnérabilité des ménages ruraux.

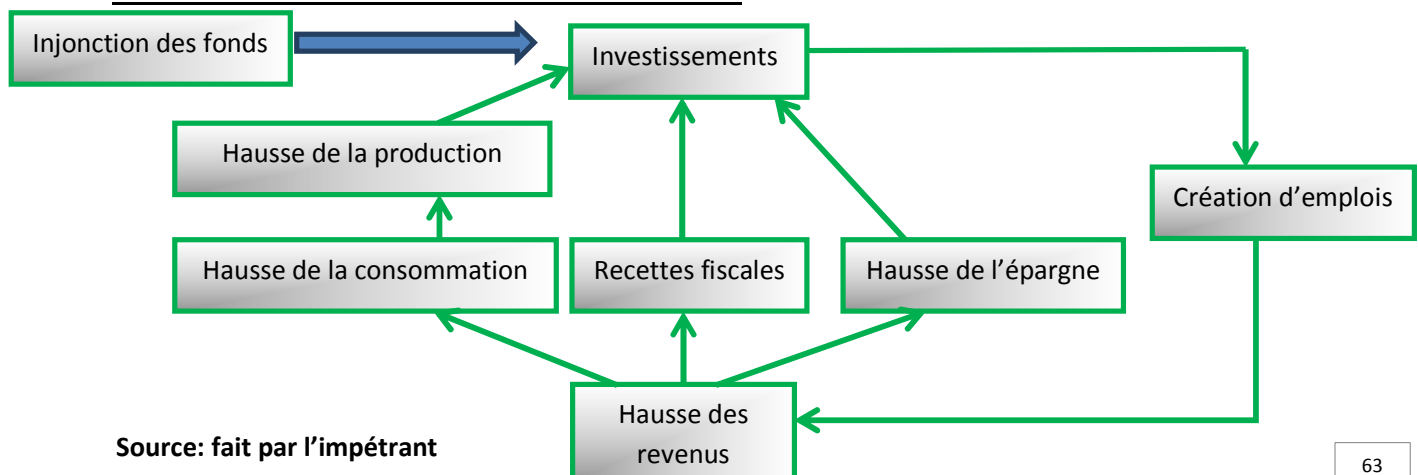
1) Réduction de la pauvreté humaine

L'indice de la pauvreté humaine, constitué par trois principaux éléments à savoir le revenu monétaire, l'état de santé et le niveau d'instruction, diminuerait grâce à la promotion de la filière Riz. En effet, cette dernière suscite la hausse autoentretenu des revenus et la mise en place des infrastructures de base, éléments moteurs du développement.

a) La hausse progressive des revenus ruraux

L'investissement initial dans des zones agricoles constitue un vecteur du développement rural. En effet, l'investissement initial ou injection de fonds dans une zone permet d'augmenter les revenus des paysans les plus pauvres. Cf. Tableau 4. La propension marginale à consommer augmente à la suite de la sensibilisation du formateur sur la nécessité de consommer suffisamment et en qualité. L'augmentation de la consommation exige l'augmentation de la production. Celle-ci nécessite des investissements ainsi que des emplois supplémentaires. Par conséquent, les revenus ruraux s'accroissent de nouveau et le cycle se poursuit, c'est le cercle vertueux de la hausse initiale des revenus.

Schéma 2: Cercle vertueux de la hausse des revenus



Source: fait par l'impétrant

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Le schéma n° 2 nous montre comment l'injection des fonds dans la promotion de filière Riz, effectuée à la fois par l'Etat et les partenaires techniques et financiers, entretient un effet interrompu de la hausse des revenus. Cet effet améliore progressivement le niveau de vie des paysans. Nous allons détailler ce mécanisme entre les investissements privés et les investissements publics.

Les investissements publics concernent généralement la mise en place des infrastructures de base telles que les routes, les ponts, les systèmes d'irrigation, les écoles, les centres de santé, les constructions immobilières. La mise en place de telles infrastructures génère des emplois. Certes, les entreprises en Bâtiment et Travaux Publics en bénéficient mais les ruraux peuvent en tirer des emplois tels que l'entretien des infrastructures routières et des systèmes d'irrigation, le fonctionnement des écoles et des centres de santé. Parallèlement à la mise en place de ces infrastructures, de nombreuses activités génératrices de revenus peuvent apparaître à savoir entre autres: la briqueterie, maçonnerie, le forgeron, la menuiserie, la marqueterie, la couture.

De l'autre côté, les investissements publics servent essentiellement à financer les activités agricoles (achat en engrais, en semences, en produits phytosanitaires, en matériels agricoles) sous forme de crédits agricoles. L'utilisation de ces meilleurs intrants agricoles permet d'augmenter la productivité agricole et la production par la suite. L'augmentation de la vente de la production engendre une hausse des revenus ruraux.

Pour que ce mécanisme se réalise pleinement, la sensibilisation venant du formateur, de la collectivité locale et des ONG s'avère nécessaire dans l'augmentation de la consommation, dans le paiement des droits et taxes liés à l'exploitation rizicole, et dans la sécurisation de l'épargne chez une institution de microfinance ou dans une caisse d'épargne. L'augmentation de la consommation permet d'augmenter la production d'autres denrées, le paiement des taxes permet d'élargir ou d'améliorer les infrastructures locales, l'épargne permet de faire face à des transactions imprévues.

Outre la hausse des revenus, il existe d'autres impacts positifs de la promotion de la filière Riz, c'est l'amélioration du niveau d'instruction des ménages ruraux et de leur état de santé.

b) L'amélioration de l'état de santé et du niveau d'instruction

D'un côté, la promotion de la filière Riz permet d'améliorer l'état de santé non seulement ceux des ménages rizicoles mais aussi les autres ménages ruraux. Plusieurs facteurs peuvent en expliquer:

- ✓ Astuces et conseils sur la santé de la part du formateur.
- ✓ Alimentation suffisante, saine et diversifiée.
- ✓ Construction des centres de santé de base par les autorités publiques.
- ✓ Stabilité de l'approvisionnement des médicaments assuré par SALAMA grâce à l'amélioration de l'état des routes.
- ✓ Diminution de la pénibilité des travaux agricoles grâce aux matériels mécaniques.
- ✓ Possibilité d'une assurance pour la sécurité sociale vu l'existence de la finance rurale.
- ✓ Facilitation du transfert des malades vers les grandes villes en cas de besoin d'hospitalisation grâce à l'amélioration de l'état des routes.

De l'autre côté, la promotion de la filière améliore le niveau d'instruction des ménages ruraux. Les facteurs suivants en expliquent:

- ✓ Alphabétisation des paysans membres de la coopérative.
- ✓ Possibilité de l'extension de ce savoir au niveau des ménages.
- ✓ Mise en place des écoles primaires et secondaires pour les enfants par l'Etat.
- ✓ Construction des centres de formation technique ou professionnelle pour les adultes par l'Etat ou par les ONG ou par des particuliers.
- ✓ Learning by doing, enseignement tiré de la pratique.
- ✓ Arrivée des médias (radio, journaux...) et de la technologie (téléphone).

Parallèlement à la réduction de la pauvreté humaine, la vulnérabilité des ménages ruraux s'atténuerait grâce à la promotion de la filière Riz.

2) Atténuation de la vulnérabilité des ménages ruraux

Généralement, les maladies, les catastrophes causées par les aléas naturels (cyclones, sécheresse, feux de brousse), les mauvaises récoltes et les bouleversements économiques (mévente de la production, baisse générale des prix agricoles) sont les risques encourus par les paysans. Auparavant, les paysans sont vulnérables face à ces risques et la réalisation d'au moins

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

un d'entre eux intensifie leur vulnérabilité face aux chocs futurs. Des éléments essentiels de la promotion de la filière Riz permettent de renforcer la résilience de la coopérative et des paysans face aux chocs.

a) Face aux risques encourus par la coopérative

Les réserves sont déployées si l'accident⁷⁴ concerne directement les activités rizicoles. Par exemple, en cas de destruction des cultures à la suite du passage des cyclones ou de la sécheresse. Ainsi, il n'est pas nécessaire de demander de l'aide ou de s'endetter pour recommencer les activités. Les réserves peuvent être orientées à l'exploitation d'une activité non rizicole pour diminuer les risques de la baisse des revenus à la suite de la mévente de la production ou de la baisse des prix du riz. Toutefois, le dirigeant de la coopérative coopérant avec d'autres agents économiques (industriels, exportateurs, institutions financières, l'Etat) doit trouver continuellement des marchés de riz. De l'autre côté, l'instauration d'un prix minimum de récolte au niveau des producteurs évitera la vente à perte des paddy et le découragement des riziculteurs dans la continuation des efforts menés dans la coopérative.

La dotation aux amortissements⁷⁵ ne sera employée qu'en cas d'usure ou de vol des matériels ou en cas de destruction de ces matériels lors du passage des cyclones ou des incendies ou des explosions. Rappelons que cette dotation est une charge non décaissable. Pourtant, on met à part au niveau des IMF ou d'une caisse d'épargne le fonds y afférent. Le fonds ainsi constitué n'oblige pas les paysans à s'endetter pour pouvoir acquérir de nouveaux matériels de production, faute de quoi les paysans reviendraient aux matériels de production rudimentaires.

Par contre, ces fonds ne constituent pas vraiment des éléments solides pour les paysans face aux accidents suscités. En effet: si l'accident arrive peu de temps après le démarrage de la promotion de la filière Riz, ces fonds ne seront pas suffisants pour redémarrer les activités ou pour acheter de nouveaux matériels avec leurs propres moyens (autofinancement). Dans ce cas, le recours à l'assurance agricole semble être une solution viable pour la coopérative.

⁷⁴ On entend par accident la réalisation des risques encourus par un individu ou une société.

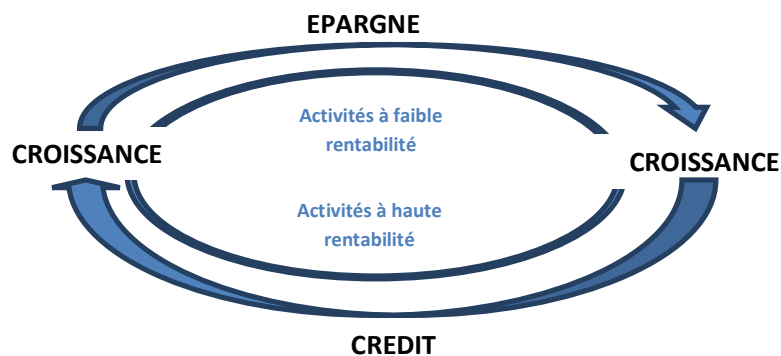
⁷⁵ Dotation aux amortissements= (coût d'acquisition des matériels-valeur résiduelle)/durée d'utilité

b) Face aux risques encourus par les ménages

L'épargne constitue un moyen important pour les ménages ruraux pour faire face à la maladie ou à l'éventuelle baisse des revenus ou encore à une éventuelle transaction future. Cela permet aux paysans de diminuer voire résorber l'endettement, recours au crédit à la consommation, difficile à rembourser. En ce qui concerne la maladie, la vulnérabilité des paysans diminue grâce à la sensibilisation de la population à consommer suffisamment des denrées alimentaires

La résilience peut être de plus en plus renforcée grâce à la diversification des activités aussi bien dans le village qu'au sein d'une même famille. Le désenclavement de la zone offre des opportunités pour la population locale de diversifier ses activités: l'élevage, l'artisanat (broderie, marqueterie), la mini-industrie (décortiquerie, rizerie, fabrication des engrais, production des provendes) en vue de vendre ailleurs... et les activités liées à la mise en place des infrastructures de base, citées ci-dessus. L'utilisation de l'épargne et le recours au crédit en constituent des moyens de financement. Le cycle de l'épargne et du crédit permet d'ailleurs d'accroître davantage la croissance économique dans ces zones de production privilégiées⁷⁶.

Schéma 3: Cycle d'épargne et de crédit



Source: FIDA

Nous avons vu que la promotion de la filière Riz permet d'atteindre l'objectif en sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté et la vulnérabilité des ménages ruraux. En déduisant de cette analyse qu'elle favorise essentiellement le développement rural. Pourtant, elle joue un rôle important dans l'économie générale de Madagascar.

⁷⁶FIDA: « Finance rurale », page 8.

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Section 3 : Enjeux de la promotion de la filière riz sur l'économie générale

Nous analyserons globalement les enjeux de la promotion de la filière Riz dans l'économie de Madagascar allant de la production à la consommation en passant par la commercialisation. Les gagnants et les perdants des axes de la promotion de la filière Riz seront d'abord présentés sous forme de tableaux. Ensuite, l'apport de la promotion de la filière Riz dans l'économie nationale sera analysé.

1) Les gagnants et les perdants dans chaque axe de la promotion de la filière Riz

Tableau 6: Les gagnants et les perdants des techniques d'amélioration de la production

	GAGNANTS	PERDANTS
AXE N°1	AMELIORATION DE LA PRODUCTION	
EXTENSION DE LA TERRE CULTIVABLE	Les riziculteurs ayant un moyen suffisant ou une capacité d'endettement pour mettre en valeur une nouvelle terre	Les riziculteurs les plus pauvres
UTILISATION DES MEILLEURS INTRANTS AGRICOLES	1) Les riziculteurs ayant un moyen suffisant ou une capacité d'endettement pour mettre en valeur une nouvelle terre OU les riziculteurs membres de la coopérative	1) Les riziculteurs les plus pauvres qui ne voulant pas adhérer dans une coopérative ou ne disposant pas de terres comme titre d'actions pour y adhérer, ils restent des simples salariés agricoles
	2) Les sociétés commerciales de l'engrais, des semences et des produits phytosanitaires	2) Les paysans vendeurs d'engrais et de semences ordinaires
	3) Les chercheurs en agriculture	
MECANISATION AGRICOLE	1) Les sociétés importatrices et commerciales	1) Les paysans fabricants de matériels rudimentaires
	2) Les riziculteurs riches ou les membres de la coopérative, pouvant s'endetter et bénéficiant de la subvention	2) Les paysans n'ayant pas la possibilité financière d'acquies ces matériels, n'ayant pas de garantie pour s'endetter
	3) Les paysans, bénéficiant de la réduction de la pénibilité du travail	3) Les paysans absorbés par la mécanisation, renforçant le rang des sans emplois ruraux ou l'exode rural
ADOPTION DU SRI OU DU SRA	1) Les paysans salariés, bénéficiant d'un salaire journalier	
	2) Les riziculteurs bénéficiant du système d'irrigation mis en place par l'Etat	

Source: Impétrant

Ce premier axe bénéficie en général les producteurs du fait que la production ainsi que les marges bénéficiaires augmentent. La production s'accroît grâce à l'amélioration de la productivité du travail (par la mécanisation) et du rendement (par l'adoption du SRI, l'utilisation des semences et des engrais). Ce double accroissement permet d'améliorer les revenus des ménages ruraux et d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Les perdants en sont les paysans encore exclus et les importateurs du riz en cas de protection des producteurs locaux.

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Tableau 7: Les gagnants et les perdants des techniques defacilitation de la commercialisation du riz

	GAGNANTS	PERDANTS
AXE N° 2	FACILITATION DE LA COMMERCIALISATION DU RIZ	
REHABILITATION DES ROUTES	1) Les riziculteurs, bénéficiant de l'augmentation de la vente	
	2) Les autres agriculteurs et artisans pouvant leur produits ailleurs	
	3) Les commerçants des zones environnant cette route pouvant intensifier les échanges inter régions	
	4) Les transporteurs réussissant à éviter l'usure rapide de leurs matériels de transport	
	5) Toute la population environnant cette route, bénéficiant de la circulation rapide et moins coûteuse	
	6) Les ménages ruraux employés dans la réhabilitation des routes	
	7) Les entreprises en BTP	
TRANSFORMATION DES PADDY DANS LES ZONES RURALES	1) Les ménages ruraux employés dans cette transformation	1) Les décortiqueries et rizeries employant des ménages urbains, devant les licencier ou les emmener dans la campagne
	2) Les collectivités locales, bénéficiant des impôts et taxes	2) Un manque à gagner pour les transporteurs, transportant des riz moins lourd que les paddy
	3) Les utilisateurs des sons et des pailles enlevés des paddy dans les milieux ruraux	3) Les utilisateurs des sons et des pailles enlevés des paddy dans les milieux urbains
ENTREPOTS LOCAUX PAR DISTRICT	1) Les consommateurs tout entiers, confiants de la disponibilité permanente du riz sur le marché avec un prix et un approvisionnement stable	1) Les commerçant, les spéculateurs ne pouvant plus profiter de la hausse conjoncturelle du prix du riz
	2) Les employés de ces entrepôts	2) L'Etat devant acheter ces stocks régulateurs
INTEGRATION DU RIZ DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL	1) Les chercheurs en agroalimentaire	1) Risque de pollution
	2) Les riziculteurs, s'assurant de la vente de la totalité de la production	
	3) Les collecteurs	
	4) Les ouvriers dans les grandes villes	
	5) Les consommateurs des produits agroalimentaires	
EXPORTATION DU RIZ	1) Les commerçants exportateurs de riz	1) Risque d'orientation de la production vers l'exportation
	2) Les importateurs de produits manufacturiers, bénéficiant d'une éventuelle appréciation de la monnaie locale	2) Ecoulement des stocks régulateurs en cas de non mobilisation

Source : Impétrant

Ce deuxième axe bénéficie généralement les consommateurs de riz, ayant désormais la possibilité d'augmenter la consommation de riz grâce à la stabilité des prix et de l'approvisionnement. Les commerçants en constituent les perdants du fait qu'ils sont contraints entre le prix minimum du riz au niveau des producteurs et le prix maximum du riz sur le marché au-delà duquel les stocks régulateurs sont sortis sur le marché à un prix normal.

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Tableau 8: Les gagnants et les perdants de la stratégie de financement de la riziculture

	GAGNANTS	PERDANTS
AXE N° 3	FINANCEMENT DE LA RIZICULTURE	
SOUTIEN BUDGETAIRE	1) Les membres de la coopérative 2) Les bénéficiaires des infrastructures: les enfants (éducation), les paysans (système d'irrigation, la formation technique ou professionnelle), les ménages ruraux (santé)	1) L'Etat face au déséquilibre budgétaire, alourdissant l'endettement du pays
FINANCE RURALE	1) Les riziculteurs riches ou les membres de la coopérative 2) Les IMF 3) Les autres intéressés au crédit 4) Les bailleurs de fonds	1) Les paysans pauvres n'ayant pas de la garantie 2) La finance informelle
REGROUPEMENT EN COOPERATIVE	1) Les détenteurs d'une partielles de terres 2) Les techniciens agricoles, bénéficiant d'un emploi stable et rémunéré par les PTF 3) Les ONG, bénéficiant des projets visant à assister le dirigeant de la coopérative lors de la sensibilisation des ménages ruraux (formation en agriculture ou en alimentation)	1) Risque d'inégalité entre les ménages ruraux 2) Les paysans pauvres ne possédant pas de terres à titre de participation

Source: Impétrant

Ce troisième axe bénéficie généralement les petits propriétaires de terres voulant s'intégrer dans la coopérative. Il bénéficie également tous les ménages ruraux désirant se lancer dans d'autres activités et non seulement les producteurs de riz. Personne n'est perdant dans cet axe à moins que les paysans les plus pauvres ne veuillent pas du tout risquer dans les activités, en restant éternellement salariés des autres.

2) Apports de la promotion de la filière Riz dans l'économie malgache

La promotion de la filière Riz agit également dans les agrégats de l'économie malgache à savoir le PIB, l'emploi, la parité de l'Ariary et la balance commerciale.

a) La croissance du PIB

Le PIB est la somme de toutes les valeurs ajoutées des activités exercées dans un territoire économique. La valeur ajoutée de l'activité rizicole comme toutes les activités est exprimée par la formule suivante:

$$VA = \text{Production} - \text{Consommations intermédiaires}$$

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

- La production rizicole est essentiellement constituée par la production marchande et la production destinée à l'autoconsommation.
 - ✚ La production marchande est mesurée par le prix de vente des riz sur le marché.
 - ✚ La production autoconsommée est mesurée par le coût de production des paddy au niveau des producteurs locaux.
- Les consommations intermédiaires sont mesurées par les coûts d'achat des semences, des engrais, des produits phytosanitaires, des fournitures agricoles (sacs de riz par exemple), des carburants nécessaires aux transformations et aux transports, etc.

La promotion de la filière Riz entraîne la croissance économique. En effet:

- ✚ La croissance de la production (grâce à l'amélioration de la productivité) est plus intense que celle des consommations intermédiaires (utilisation des intrants agricoles) ce qui entraîne l'accroissement de la valeur ajoutée rizicole.
- ✚ L'accroissement de la valeur ajoutée rizicole augmente le PIB, voire le taux de croissance économique par la suite, à condition que les valeurs ajoutées des autres activités soient augmentées, soient maintenues, soient diminuées à un taux inférieur à celui de l'accroissement de la valeur ajoutée rizicole

Généralement, *ceteris paribus*, une augmentation de 10% de la valeur ajoutée rizicole entraîne une augmentation de 1,2% du PIB si 12% de cet agrégat est encore constitué par la valeur ajoutée de la production rizicole.⁷⁷

Non seulement la promotion de la filière Riz permet d'accroître le taux de croissance économique de Madagascar mais elle contribue aussi à la création d'emploi en milieu urbain, en développant le complexe agro industriel.

b) Création d'emplois dans le complexe agro-industriel

La promotion de la filière Riz met la riziculture voire l'agriculture au centre du complexe agro-industriel qui pourrait employer des milliers d'ouvriers dans les zones urbaines. L'exploitation des activités de ce complexe au niveau national permet de créer davantage des emplois et de réduire la dépendance économique du pays vis-à-vis des pays étrangers. Ces activités peuvent aller de l'amont à l'aval de l'agriculture comme le montre le tableau ci-dessus.

⁷⁷ Etude FAO/UPDR filière riz à Madagascar 1999, page 7

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Tableau 9: Les activités en amont et en aval de la riziculture

En amont	Riziculture	En aval
Fabricants d'engrais, Fabricants de semences, Fabricants de matériels agricoles, Chercheurs en agronomie	Production agricole	Transporteurs, Industries de transformation des produits agricoles, Industries de commercialisation des produits agricoles, Services de restauration et de publicité, Sociétés d'exportation

Source: Impétrant

La promotion de la filière riz ne permet pas seulement de développer les milieux ruraux mais aussi les milieux urbains, grâce à l'intensification du rythme d'industrialisation du milieu urbain. Elle permet également de mieux stabiliser la parité de l'Ariary et de réduire le déficit de la balance commerciale de Madagascar grâce à l'exportation du riz et à l'éventuelle disparition de l'importation du riz.

c) Appréciation du taux de change

La monnaie, comme toute autre marchandise, est soumise à loi de l'offre et de la demande. Le taux de change est le prix en monnaie locale de la devise étrangère. Supposons que le dollar américain est la seule devise qui permet de payer les produits agricoles exportés. Le marché des changes existant est alors un marché où l'on vend le dollar américain contre l'Ariary (offre) et où l'on achète le dollar américain en payant en Ariary. Le taux de change équilibré est celui pour lequel la demande de dollar est égale à l'offre de dollar. La promotion de la filière Riz permet de diminuer le taux de change. En effet:

- ✚ L'importation diminue ou disparaît ce qui fait baisser la demande en devises d'où l'appréciation ou la stabilisation de l'Ariary face au dollar.
- ✚ L'exportation augmente l'offre en devises d'où l'appréciation de l'Ariary face au dollar.

La promotion de la filière Riz se présente en général comme la clé du développement rural, le vecteur de l'industrialisation et le facteur de la croissance économique.

CONCLUSION

Cette étude nous a amené tout d'abord à examiner les concepts de pauvreté et de développement pour mieux saisir la signification de la pauvreté rurale et ses déterminants et de manière à approfondir la question de savoir le rôle déterminant de la filière Riz dans l'orientation du développement. A Madagascar, la pauvreté rurale se manifeste généralement par la faiblesse des revenus des ménages ruraux qui entraînent la sous-alimentation, la faiblesse du niveau d'instruction et l'incapacité de se soigner convenablement, engendrant par la suite, la vulnérabilité des paysans face aux chocs. Le facteur principal de cette faiblesse des revenus réside dans la faiblesse de la productivité agricole et des cours mondiaux des produits alimentaires y compris le Riz. La culture de riz est pourtant la culture vivrière la plus pratiquée à Madagascar, alors que sa productivité reste faible et les revenus gagnés de la vente des paddy ne suffisent pas à couvrir les besoins des ménages ruraux. Notre réflexion sur l'état des lieux de la filière Riz nous permet d'avancer que la promotion de la filière Riz contribue à l'éradication de la pauvreté rurale. En effet, elle permet de lutter contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté humaine. Aussi, induit-t-elle un effet favorable et significatif sur les agrégats macroéconomiques de Madagascar. Cette promotion de la filière Riz consiste à augmenter la production et les revenus des paysans, à faciliter la commercialisation du riz, à relancer son exportation, à renforcer la microfinance dans les milieux ruraux. La mise en œuvre de celles-ci doit toujours tenir compte des dimensions du concept de développement (dimension politique, économique, sociale et technologique) pour pouvoir éradiquer effectivement et durablement la pauvreté rurale.

La promotion de la filière riz s'inscrit dans le cadre d'une politique économique. En effet, une stratégie de développement destinée à la promotion de la filière Riz exige d'énormes investissements et cela dépend en grande partie de l'injonction de fonds effectuée par l'Etat. La question se pose alors: où est-ce que l'Etat puisse-t-il des ressources internes de financement ? La demande de l'aide étrangère n'intensifie-t-elle pas la dépendance de Madagascar vis-à-vis des bailleurs de fonds internationaux? L'exploitation des ressources naturelles de Madagascar constitue une solution pour financer la politique agricole et devenir moins dépendant des bailleurs de fonds étrangers. Le mécanisme de cette exploitation consiste d'abord à explorer les ressources minières, à lancer un appel d'offre internationale sur les gisements miniers par la suite et trouver enfin des meilleures offres tout en négociant le partage égalitaire des produits et de la plus-value. Les fonds ainsi constitués serviront à développer l'agriculture, particulièrement à promouvoir la

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

filière Riz, et par conséquent relancer l'industrie malgache. Mais, avant tout, l'agriculture reste la clé du développement puisque toute industrialisation, marque du développement, nécessite des matières premières agricoles en général. La bonne gouvernance et la transparence sont toutefois exigées de la part de l'Etat en matière d'engagements financiers. Les fonds peuvent être injectés dans les milieux urbains via la création d'emplois et l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages urbains pour qu'ils puissent acheter les produits comme le riz à un prix qui bénéficie aux producteurs agricoles.

L'injection de fonds dans les milieux ruraux aperçue par la subvention des matériels agricoles, la construction de diverses infrastructures et l'octroi de crédits agricoles à un taux préférentiel, permet tout d'abord d'augmenter la production du riz ou des autres produits agricoles. Pour que le niveau de production soit augmenté ou du moins maintenu, il faut trouver continuellement des débouchés. Toutefois, si le rythme de production s'accroît de temps en temps, il y aura un risque de saturation du marché de riz, ce qui engendre la surproduction rizicole et le découragement des producteurs, le menant ainsi à baisser la production. Pour éviter cette baisse de la production, facteur principal de la baisse des revenus ruraux, l'Etat ainsi que les chercheurs et les opérateurs économiques doivent trouver des moyens éventuels pour absorber le surplus de la production. Le démarrage de l'industrie de fabrication de « biocarburant » peut contribuer à l'absorption de ce surplus de produits agricoles. Le biocarburant comme le carburant reste une matière première la plus demandée de la planète dont la consommation préserve l'environnement.

Des propositions ont certes été émises pour promouvoir la filière Riz dans la lutte contre la pauvreté rurale, mais les enjeux qui s'articulent autour de la mise en œuvre des diverses stratégies de développement rizicole ont contribué à renforcer l'idée de l'Agriculture qui reste la clé du développement. La question n'est plus de savoir comment promouvoir la filière Riz mais de veiller à ce que les investissements ne soient plus orientés dans les secteurs inadéquats dans un pays à vocation agricole comme Madagascar.

GLOSSAIRE

Autoconsommation: production de biens et services pour soi-même, pour sa famille ou pour un groupe restreint de personnes. C'est un mécanisme qui persiste dans certains pays, notamment sous-développés ou en voie de développement.

Développement: évolutions positives dans les changements structurels d'une zone géographique ou d'une population : démographiques, techniques, industriels, sanitaires, culturels, sociaux... De tels changements engendrent l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie. C'est la raison pour laquelle le développement économique est associé au progrès.

Filière: regroupement cohérent -d'un point de vue technico-économique des opérateurs et des activités, concourant à la production de biens ou de services identiques ou proches.

Pauvreté rurale: état de pauvreté des individus, familles ou groupes de la population vivant à la campagne.

Pauvreté: état de manque des ressources nécessaires pour obtenir l'alimentation type, incapacité des gens dits pauvres de participer aux activités et d'avoir des conditions de vie et des commodités qui sont habituellement ou sont au moins largement encouragées ou approuvées dans les sociétés auxquelles ils appartiennent.

Sécurité alimentaire: situation qui fait référence à la disponibilité ainsi qu'à l'accès à la nourriture en quantité et en qualité suffisantes.

Vulnérabilité: incapacité d'une personne ou d'un groupe social de prévenir, de résister et de faire face à un impact. En d'autres termes, c'est la qualité des gens vivant dans une situation de risque.

Productivité: rapport entre le résultat d'une activité productive (biens et services) et les facteurs de production que l'on a utilisés pour parvenir à cette production.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

Albertini(J.-M.), « Les mécanismes du sous-développement », Economie et Humanisme Les éditions ouvrières, Paris 1967.

Ambrosi(Ch.),Baleste (M.)et Tacel (M.) « Economie contemporaine », Tome 3: Aspects géographiques, Editions Delagrave, Paris 1991.

Bastianetto(Raoul), « Essai sur le démarrage des pays sous-développés », Editions Cujas, 1967.

Battistini (R.) et Hoerner (J.M.), « Géographie de Madagascar », Editions EDICEF et SEDES, France 1986.

Bremond (J.) et Gélédan(A.), « Dictionnaire des théories et mécanismes économiques », Editions Hatier, Paris 1984.

Eckaus (R.S.), « The factor proportions problem in underdeveloped areas », American economic review, 1955.

Lebret(L.-J.), « Dynamique concrète du développement », Economie et Humanisme Les éditions ouvrières, Paris 1960.

Mankiw (N.) Gregory et Belzile(Germain), « Principe de Macroéconomie », Editions Beauchemin, Canada 2004.

Malthus (Robert Thomas) « Essai sur le principe de la population », Editions Denoël, Paris 1979.

Nicolas de Condorcet (Antoine), « Réflexion sur le commerce des blés », 1776

Perroux (François), « Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement: économie désarticulée, coût de l'homme, développement induit », Cahiers de l'I.S.E.A.

Rostow (Walt Whitman), « Les étapes de la croissance économique », Editions du seuil, Paris 1960.

Zermati(Pierre), « La pratique de la gestion des stocks », Editions DUNOD entreprise, Paris 1984.

OUVRAGES SPECIFIQUES

Bouteau(Boris), « Approvisionnement en riz d'Antananarivo à Madagascar », Montpellier 2002.

Dobelman (J.P.), « Riziculture pratique », Tome 1: Riz irrigué et Tome 2: Riz pluvial, PUF.

Mahmood(Hasan khan), « La pauvreté rurale dans les pays en développement », FMI 2001.

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Razafimandimby(S.) et Dabat(M.-H.), « Les crises du riz à Madagascar », Conférences, Antananarivo le 4/04/06.

RAPPORTS

Banque Mondiale, « Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001: Combattre la pauvreté ».

CICRED, « Nourrir la planète ».

CIRAD, « Le RIZ qui nourrit le monde », Février 2002.

FAO/UPDR, « Etude sur la filière riz à Madagascar en 1999 ».

FIDA, « La finance rurale ».

FIDA, « Rapport sur la pauvreté rurale 2011 ».

INSTAT, « Enquête Périodique auprès des Ménages 2010 », Rapport principal.

INSTAT, « Estimations de la population 2004 ».

INSTAT, « Statistiques agricoles/Annuaire 2005-2008 »

LPSA, « Réduire l'extrême pauvreté et la faim ».

Ministère de l'Agriculture, « Etude sur la formation agricole à Madagascar: état des lieux et plan d'action », Rapport final en février 2008.

Ministère de l'Agriculture, « Fiche technique de base destinée aux techniciens agricoles ».

Ministère de l'Economie, « Rapport économique et financier 2010 ».

PNUD, « Rapport National sur le Développement Humain 2010 ».

BULLETINS, REVUES ET JOURNAUX

Bulletin d'information de l'Office National de Nutrition n° 9.

Bulletin d'Information hebdomadaire de l'Observatoire du Riz n° 256.

Bulletin de la Banque Centrale de Madagascar n°22

Commodity market review 2005-2006, « Sensitive and special products- a rice perspective ».

La Gazette n°3038, « Publication de l'Observatoire du riz sur la période du 25 au 29 Mars ».

Midi Madagascar n° 7392, « BOA Madagascar ».

Midi Madagascar n°8831, « AlaotraMangoro ».

Midi Madagascar n° 8831, « Environnement ».

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Midi Madagascar n° 8839, « Filière Riz ».

Midi Madagascar n° 8855, « Lutte anti-acridienne ».

Midi Madagascar n° 8872, « Filière rizicole ».

Midi Madagascar n° 8945, « Riziculture ».

Revue Grain de sel n°37, « Décentralisation foncière à Madagascar: la souveraineté à l'heure de la libéralisation ».

TEXTES LEGAUX

Loi n°2005-015 portant sur l'exemption du droit de douanes sur l'importation du riz

Loi n° 66-025 du 19 décembre 1966 tendant à assurer la mise en valeur des terres à vocation agricole.

Décret n° 83-191 du 27 Mai 1983 relatif à la commercialisation des paddy, riz et ses dérivés

WEBOGRAPHIE

<file:///G:/Rural%20poverty%20in%20Madagascar.htm>

<http://www.iaea.org/programmes/nafa/dx/index.html>

PERSONNES RESSOURCES

Voir Remerciements.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	3
LISTE DES ABREVIATIONS	4
SOMMAIRE	5
INTRODUCTION	5
PARTIE I : LE LIEN ENTRE LA PAUVRETE RURALE ET L'ETAT DE LIEUX DE LA FILIERE RIZ A MADAGASCAR.....	7
CHAPITRE I : PAUVRETE RURALE A MADAGASCAR.....	8
<i>Section 1: Les concepts de pauvreté et de sous-développement.....</i>	8
1) Le concept de Pauvreté.....	8
2) Le concept de sous-développement.....	10
<i>Section 2 : La pauvreté rurale et ses caractéristiques</i>	14
1) Les causes de la pauvreté rurale.....	14
2) Les conséquences de la pauvreté rurale	16
<i>Section 3 : Les approches théoriques sur les caractéristiques de la pauvreté rurale</i>	18
1) Approches théoriques expliquant la médiocrité de l'agriculture	18
2) Approches théoriques expliquant la sous-alimentation	21
CHAPITRE II: ETAT DES LIEUX DE LA FILIERE RIZ A MADAGASCAR	24
<i>Section 1 : Le marché de riz à Madagascar</i>	24
1) La production rizicole à Madagascar.....	24
2) L'offre, la demande et l'importation.....	26
<i>Section 2: Le mécanisme du marché de riz et les divers intervenants dans la filière Riz</i>	29
1) Les différentes étapes de la fixation du prix du riz	29
2) La détermination du prix du Riz.....	32
<i>Section 3 : Les contraintes au développement de la Riziculture</i>	35
1) Les contraintes physiques.....	35
2) Les contraintes techniques.....	36
3) Les contraintes économiques	37
PARTIE II : LA PROMOTION DE LA FILIERE RIZ POUR SURMONTER LA PAUVRETE RURALE	39
CHAPITRE I : TECHNIQUES ET RECOMMANDATIONS POUR PROMOUVOIR LA FILIERE RIZ	40

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

<i>Section 1 : Les techniques pour augmenter la production</i>	40
1) L'accroissement des facteurs de production en riziculture	40
2) Adoption d'un système de riziculture moderne et adapté	42
<i>Section 2 : Les moyens pour faciliter la commercialisation du riz</i>	46
1) Désenclavement des zones productrices	46
2) Intensification de la commercialisation du riz	48
<i>Section 3 : Les stratégies déployées pour promouvoir la filière Riz</i>	51
1) Subdivision du financement du monde agricole entre plusieurs acteurs	51
2) Regroupement en « coopérative », droits et obligations des membres	53
CHAPITRE II : ANALYSE DES ENJEUX DE LA PROMOTION DE LA FILIERE RIZ DANS LE DEVELOPPEMENT	57
<i>Section 1 : Impacts de la promotion de la filière riz dans la lutte contre l'insécurité alimentaire ..</i>	59
1) Impacts directs de la promotion de la filière riz sur la sécurité alimentaire	59
2) Effets induits par la promotion de la filière Riz sur la sécurité alimentaire	61
<i>Section 2 : Impacts de la promotion de la filière riz dans la lutte contre la pauvreté rurale</i>	63
1) Réduction de la pauvreté humaine	63
2) Atténuation de la vulnérabilité des ménages ruraux	65
<i>Section 3 : Enjeux de la promotion de la filière riz sur l'économie générale</i>	68
1) Les gagnants et les perdants dans chaque axe de la promotion de la filière Riz	68
2) Apports de la promotion de la filière Riz dans l'économie malgache	70
CONCLUSION	73
GLOSSAIRE	75
BIBLIOGRAPHIE	76
TABLE DES MATIERES	79
LISTE DES TABLEAUX, SCHEMAS ET GRAPHIQUES	81
ANNEXES	82

LISTE DES TABLEAUX, SCHEMAS ET GRAPHIQUES

Tableau 1: Consommation de riz à Madagascar en 2010

Tableau 2: Importation de riz en volume et en valeur

Tableau 3: Quelques techniques culturales avec leurs rendements et coûts de production respectifs

Tableau 4: Types de matériels agricoles utilisés dans la riziculture

Tableau 5: Comparaison de la production et des revenus des paysans cibles et non cibles de la politique de promotion de la filière Riz

Tableau 6: Gagnants et perdants de la mise en œuvre des techniques d'amélioration de la production rizicole

Tableau 7: Gagnants et perdants de la mise en œuvre des techniques de facilitation de la commercialisation du riz

Tableau 8: Gagnants et perdants de la mise en œuvre de la stratégie de financements de la riziculture

Tableau 9: Les activités en amont et en aval de la riziculture

Schéma 1: Circuit de distribution de riz

Schéma 2: Cercle vertueux de la hausse des revenus ruraux

Schéma 3: Cycle d'épargne et du crédit

Graphique 1: Evolution de la production rizicole et de l'extension des terres cultivées de riz

ANNEXES

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Annexe 1: Répartition de la production de riz entre les 22 régions de Madagascar

Région	Production en %	Cumul en %	Revenu des ventes en %	Cumul des revenus des ventes en %
Sofia	12,7	12,7	9,9	9,9
AlaotraMangoro	11,4	24,1	12,9	22,8
Analamanga	9	33,1	7,4	30,2
Vakinankaratra	6,6	39,7	5,1	35,3
Bongolava	5,5	45,2	6,7	42
MahatsiatraAmbony	5,5	50,7	4,9	46,9
SAVA	5,5	56,2	2	48,9
Analanjirofo	5	61,2	3,3	52,2
Boeny	4,7	65,9	4,6	56,8
Menabe	4,7	70,6	5,2	62
VatovavyFitovinany	4	74,6	3	65
Antsinanana	3,9	78,5	5,4	70,4
Itasy	3,8	82,3	4,6	75
AtsimoAtsinanana	2,8	85,1	3,8	78,8
Betsiboka	2,8	87,9	2,6	81,4
DIANA	2,7	90,6	2,3	83,7
Amoron'i Mania	2,3	92,9	1,2	84,9
AtsimoAndrefana	2,3	95,2	5,3	90,2
Melaky	2,2	97,4	2,9	93,1
Anosy	1,3	98,7	4,8	97,9
Ihorombe	1,1	99,8	2	99,9
Androy	0,1	100	0,1	100
Total	100		100	

Source: INSTAT/DSM/EPM 2010

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Annexe 2: L'évolution de la production de riz et l'évolution de l'extension des terres cultivées

Année	Surface cultivée de riz (en Ha)	Production de riz (en T)	Rendement (T/Ha)
2005	1249413	3 392459	2,72
2006	1 260660	3487930	2,77
2007	1272030	3 595755	2,83
2008	1 283560	3 914175	3,05
2009	1 295186	4 540435	3,51
2010	1307043	4 737965	3,62

Source: MINAGRI/Statistiques agricoles

Annexe 3: la production de riz décortiqué ou blanchi

Paddy destinés aux semences et dépenses sociales 20%	Paddy destinés à la consommation 80%	coefficient d'usage 55%	coefficient d'usage 70%	Production de riz décortiqué ou blanchi avec un coefficient d'usage moyen
678 491	2713 967	1 492682	1899777	1 696230
697586	2 790344	1 534689	1953241	1 743965
719151	2 876604	1 582132	2013623	1 797878
782835	3 131340	1722237	2191938	1 957088
908087	3 632348	1 997791	2 542644	2 270218
947593	3 790372	2084705	2 653260	2 368983

Source: L'auteur de ce Mémoire

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Annexe 4: Les différentes étapes de la production

RIZ PLUVIAL	RIZ IRRIGUE
Variété: FOFIFA 161	Variété: ON333, MR, Tox V5, 2787, X415, ...
Rotation: Légumineuse	Rotation: contre-saison légumineuse
Techniques culturales : FOFIFA	Techniques culturales : CRR SO
1- Préparation du sol	1- Préparation du sol
Labour	A) Pépinière
Épandage dolomie	Labour
Lit de semence	Conduite de l'irrigation
	Confection diguette
2- Semis : manuel + épandage NPK	Planage
3- Travaux d'entretien	Semis
Sarclage	
Sarclage et apport d'urée	B) Rizière
Traitement phytosanitaire	Labour
	Conduite de l'irrigation
4-Récolte et conditionnement	Confection diguette
Coupe	Planage
Transport	Repiquage
Battage	
Séchage	2- Travaux d'entretien et soin des rizières
Nettoyage	Sarclage (1 ^{er})
	Sarclage (2 ^{ème})
	Sarclage (3 ^{ème})
	Épandage pesticide
	Épandage engrais
	4- Récolte et conditionnement
	Coupe
	Battage
	Vannage
	Ensachage
	Transport
	Séchage

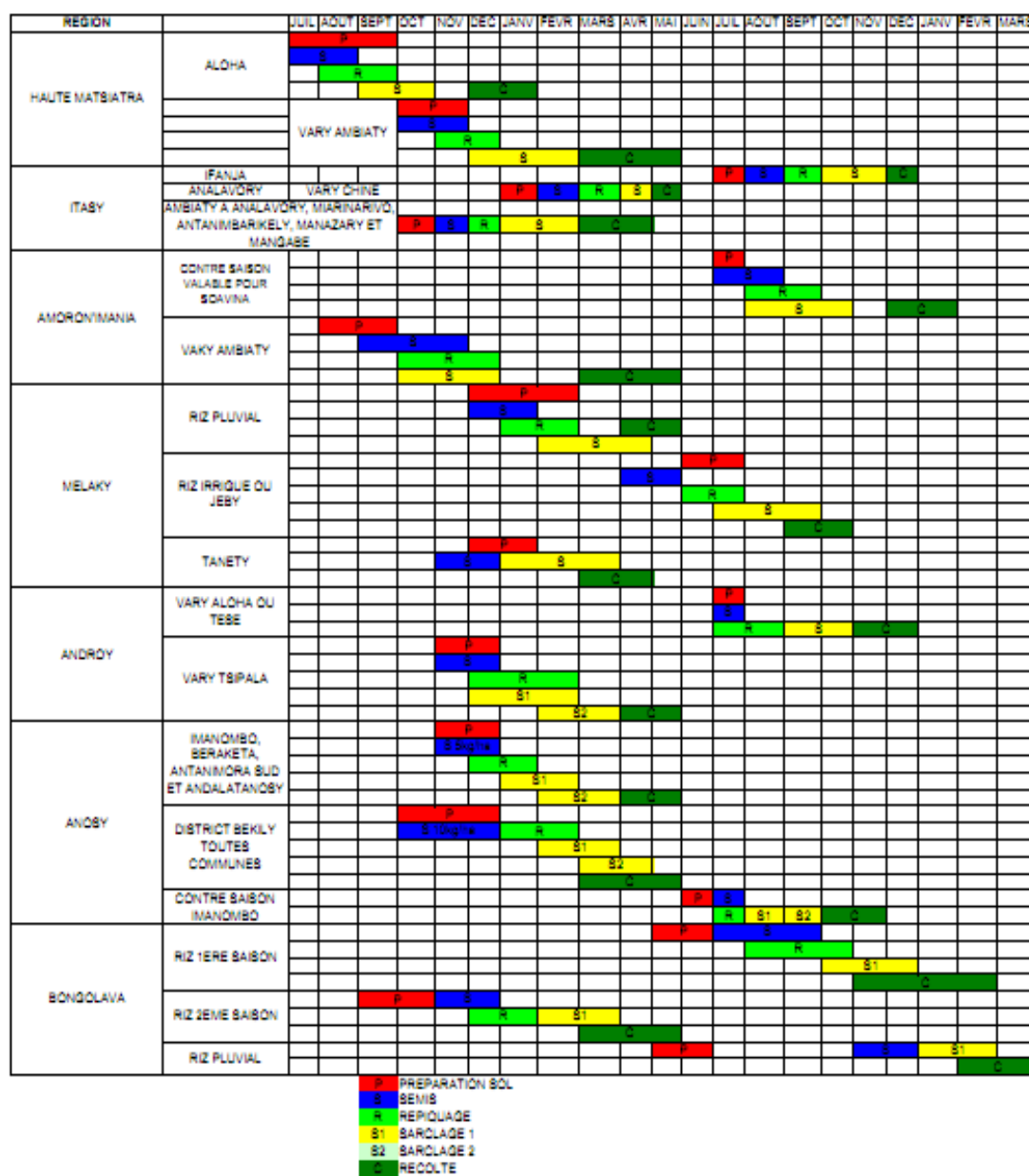
Source: Fiches techniques FOFIFA

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Annexe 5: Le calendrier culturel dans les 22 régions de Madagascar

REGION		JUIL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DEC	JANV	FEVR	MARS	AVR	MAI	JUN	JUL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DEC	JANV	FEVR	MARS	
BAVA	ANDAPA				J E B Y									P	R	S							
					T A O N A			S															
IHOROMBE	IHOROMBE				T A O N A					P	R	S											
					A L O H A										S1								
VATOAVY FITOVINANY					V A T O O M R A Y																		
					H O S Y																		
ANALAMANGA*	AVARADRANO, ATSIMONDRAHO, MANJAKANDRIANA, ANKAZOBE ET ANJOZOROBE				M A N J A K A N D R I A N A																		
	AVARADRANO ET ATSIMONDRAHO																						
BOENY	BEALANANA				A B A R A																		
BOENY	MAROVODAY				A T R I A T R Y																		
					J E B Y																		
					D I M B I A L O T R A																		
ALAOTRA MANGORO	AMPARAFARAVOLA, AMBATONDRAZAKA ET ANDILAMENA	19A 18 ON																					
MENABE	DABARA																						
VAKINANKARATRA	AMBOHIBARY, IKABONA ET MANANDONA PLUVIAL																						
	VIRANINONY ET FARATSIHO																						
	MANANDONA																						
ATSIANANA	VARY RIRININA																						
	VARY TAONA																						
	VARY TAVY DU PLUVIAL																						
ATSIMO ANDREFANA	VALABLE POUR BAS MANDOKY ET MANOMBO																						
DIANA	AMBOLOBE				A B A R A																		
ANALANJIROFO	VARY RIRININA X1 MARDANTSETRA 75% ET X% IHAZAFQ 35%																						
	VARY TAONA X1 MARDANTSETRA 25% ET X% IHAZAFQ 65%																						
BETSIKOKA					A B A R A																		
ATSIMO ATSIANANA					V A T O M A N D R Y																		

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement



Copyright © 2010 Ministère de l'Agriculture

Enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement

Le calendrier cultural consiste à déterminer la période et la durée des différentes étapes de la culture d'une variété de riz.

Par exemple, dans la région de Bongolava, la culture de riz 2^{ème} saison commence au mois début de mois de septembre et la récolte au mois de Juin:

- ✓ La préparation du sol au mois de Septembre et Octobre, 2 mois.
- ✓ Le semis au mois de Novembre et Décembre, 2 mois.
- ✓ Le repiquage peut commencer dès le mois de Novembre jusqu'au Janvier, 2 mois.
- ✓ Le sarclage entre le mois de Janvier et Février, 2 mois.
- ✓ La récolte entre le mois de Février et Mai, 2 mois.

Un tel cycle dure au maximum neuf mois.

FICHE SIGNALÉTIQUE

Nom: RASOLOHARISON

Prénom: Tsimbina

Titre: « Les enjeux de la promotion de la filière Riz dans le développement »

Nombre de pages: 80

Nombre de tableaux: 9

Nombre de schémas: 3

Nombre de graphiques: 1

Résumé: A Madagascar, la plupart des paysans du monde rural vivent de l'exploitation agricole caractérisée par une agriculture médiocre. La filière Riz n'échappe pas à ce fléau. En effet, le riz est un produit stratégique à Madagascar. Bien que la culture du Riz soit la culture vivrière la plus pratiquée à Madagascar, sa productivité reste relativement faible et cela est dû à de nombreux obstacles. Par conséquent, les paysans voire la majorité des Malgaches s'appauvrissent et les inégalités sociales s'intensifient. Faut-il voir là une des conséquences des politiques libérales ou faut-il attribuer cet appauvrissement à l'inefficacité économique des individus et à leur besoin de s'adapter aux nouvelles exigences du marché ? La promotion de la filière Riz est la clé du développement et elle peut réduire la pauvreté, mais des défis majeurs seront à relever. Enfin, la notion de développement liée au Riz devrait dans une vision à long terme envisager la logique de production axée certes sur la promotion de la filière Riz, mais tout en incorporant aux dimensions économiques et sociales les transformations structurelles du monde rural.

Mots clés: filière Riz, développement, pauvreté rurale, vulnérabilité, productivité, autoconsommation, sécurité alimentaire, finance rurale.

Encadreur: Docteur Lalao RAJAOSON

Adresse: C 17 Isotry, Antananarivo, 101.

Contact: 033 07 231 23 **Mail:** rh.tsimbina@yahoo.fr

